

# DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE DE LA STATION D'EPURATION DE DILLON

Code sandre filière 1 : 80000197209

Code sandre filière 2 : 80000297209

PJ0 - Annexe 7 - Note de présentation non technique

Numéro du projet : 20MAG078

Intitulé du projet : DOSSIER DE DEMANDE D’AUTORISATION ENVIONNEMENTALE UNIQUE DE LA STATION D’EPURATION DE DILLON

Intitulé du document : PJO - Annexe 7 - Note de présentation non technique

Version	Rédacteur NOM / Prénom	Vérificateur NOM / Prénom	Date d’envoi JJ/MM/AA	COMMENTAIRES Documents de référence / Description des modifications essentielles
A	Valentin SOUYRI		13/09/2024	Document transmis à la CACEM le 13/09/2024



# Sommaire

1.....	Préambule.....	7
2.....	Cadrage réglementaire.....	8
2.1	Situation du projet vis-à-vis de la nomenclature IOTA.....	8
2.2	Situation du projet vis-à-vis de l'Autorisation Environnementale Unique.....	9
2.3	Situation du projet vis-à-vis de l'évaluation environnementale.....	12
3.....	Identité du demandeur.....	15
4.....	Localisation du projet.....	15
5.....	Description du projet.....	15
5.1	Le système d'assainissement de DILLON.....	15
6.....	Les points règlementaires majeurs applicables au système d'assainissement de DILLON.....	22
6.1	La capacité de traitement déclarée et les valeurs de référence retenues de la STEU de DILLON.....	22
6.2	Les valeurs seuils du rejet (point sandre A4).....	22
6.3	Liste des PR autosurveillés.....	23
7.....	Synthèse de l'état initial de l'environnement.....	24
8.....	Raisons du choix du projet.....	30
9.....	Synthèse de l'incidence du projet et proposition de mesures...	32
10...	Moyens de suivi et de surveillance.....	33
10.1	Analyse des risques de Défaillance.....	33
10.2	Autosurveillance.....	34
10.3	Suivi renforcé de l'impact du milieu récepteur.....	37
11...	Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident.....	37
12...	Conditions de remise en état.....	38

13... Compatibilité avec le SDAGE Martinique 2022-2027..... 38

14... Compatibilité avec le PGRI de Martinique ..... 54

15... Compatibilité avec le PPRN Fort-de-France..... 56

16... Compatibilité avec le Contrat de Baie..... 59

17... Compatibilité avec le Parc Naturel Marin de la Martinique  
(PNMM) ..... 63

## Table des illustrations

<b>Figure 1 : Etapes et acteurs de la procédure de l'autorisation environnementale unique (source : ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la mer en charge des relations internationales sur le Climat)</b>	11
Figure 2 : Répartition des matériaux sur les tronçons (gravitaire + refoulement) du réseau de collecte	17
Figure 3 : Répartition des diamètres des tronçons (gravitaire + refoulement) du réseau de collecte	17
<b>Figure 4 : Synoptique commun de la STEU de Dillon</b>	21
Figure 5 : Carte du district hydrographique délimitant les territoires à risque important d'inondation (Source : PGRI DEAL, Octobre 2015)	54
Figure 6 : Localisation de la STEU de Dillon vis-à-vis du zonage réglementaire du PPRN de Fort-de-France (Source : ppm972.fr)	56
Figure 7 : Démarches de territoire pour la gestion des milieux aquatiques en Martinique	59
Figure 8 : Territoire du contrat de la Grande Baie (Source : CACEM)	62
Figure 9 : Le Contrat de Grande Baie en chiffres (Source : CACEM)	62
Figure 10 : Finalité 12 de l'enjeu 6 du plan de gestion du PNM	63
Figure 11 : Finalité 14 de l'enjeu 6 du plan de gestion du PNM	63
Figure 12 : Finalité 16 de l'enjeu 7 du plan de gestion du PNM	64

## Liste des tableaux

Tableau 1 : Glossaire	6
Tableau 2 : Rubriques de la nomenclature IOTA concernées (annexe à l'art. R 214-1 CE)	8
Tableau 3 : Rubriques auxquelles est soumis le projet dans le cadre de l'évaluation environnementale (annexe à l'article R 122-2 du Code de l'Environnement)	12
Tableau 4 : Renseignements administratifs du pétitionnaire	15
Tableau 5 : Détails sur la composition du réseau de collecte	16
Tableau 6 : Liste des 25 postes de refoulement de la STEU de DILLON	18
Tableau 7 : Capacités de traitement déclarée et valeurs de référence retenues pour la STEU de DILLON (filiale 1 et filiale 2)	22
Tableau 8 : Les prescription proposées pour le rejet de la station de DILLON	23
Tableau 9 : Liste des PR autosurveillés et description de l'autosurveillance installée	23
Tableau 10 : Synthèse des Incidences & mesures	32
Tableau 11 : Prescription applicable au rejet des deux points S2 formant le point A4	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Tableau 12 : Fréquences minimales des mesures (nombre de jours par an) aux niveaux des deux point S2 formant le point A4 et des deux point S1 formant le point A3	35
Tableau 13 : Nombre de mesures minimal à effectuer sur la file boues de filiale 1 et de la filiale 2	35
Tableau 14 : Liste des 11 points 16 autosurveillés et description de l'autosurveillance installée	36
Tableau 15 : Enjeux du contrat de Baie de Fort-de-France (Source : CACEM)	60
Tableau 16 : Moyens, principes d'action et priorités du Contrat de Baie (Source : CACEM)	61
Tableau 17 : Conformité du système d'assainissement avec les enjeux et finalités du PNM	65

## Glossaire

Afin de faciliter la lecture du présent document, un glossaire des acronymes récurrents est présenté ci-après.

**Tableau 1 : Glossaire**

Acronyme	Signification
BV	<b>B</b> assin <b>V</b> ersant
CACEM	<b>C</b> ommunauté d' <b>A</b> gglomération du <b>C</b> entre de la <b>M</b> artinique
MES	<b>M</b> atière <b>E</b> n <b>S</b> uspension
DBO <sub>5</sub>	<b>D</b> emande <b>B</b> iologique en <b>O</b> xygène sous <b>5</b> Jours
DCO	<b>D</b> emande <b>C</b> himique en <b>O</b> xygène
NG	Azote ( <b>N</b> ) <b>G</b> lobal
Pt	<b>P</b> hosphore <b>t</b> otal
DAEU	<b>D</b> ossier d' <b>A</b> utorisation <b>E</b> nvironnementale <b>U</b> nique
EH	<b>É</b> quivalent <b>H</b> abitant
MOa	<b>M</b> aître d' <b>O</b> uvrage
PR	<b>P</b> oste de <b>R</b> efoulement
SDAGE	<b>S</b> chéma <b>D</b> irecteur d' <b>A</b> ménagement et de <b>G</b> estion des <b>E</b> aux
PJT	<b>P</b> ième <b>J</b> ointe <b>T</b> echnique
PGRI	<b>P</b> lan des <b>G</b> estion des <b>R</b> isques d' <b>I</b> nondation
PNMM	<b>P</b> arc <b>N</b> aturel <b>M</b> arin de <b>M</b> artinique
STEU	<b>S</b> tation de <b>T</b> raitement des <b>E</b> aux <b>U</b> sées
UPEP	<b>U</b> sine de <b>P</b> roduction d' <b>E</b> au <b>P</b> otable
ECPM	<b>E</b> aux <b>C</b> lares <b>P</b> arasites <b>M</b> étéoriques
ECPP	<b>E</b> aux <b>C</b> lares <b>P</b> arasites <b>P</b> ermanentes

## 1. PREAMBULE

Le présent Dossier d'Autorisation Environnementale Unique (DAEU) porte sur la régularisation de l'autorisation d'exploiter le système de collecte et traitement des eaux résiduaires de la station d'épuration (STEU) Dillon.

La **Communauté d'Agglomération Centre de la Martinique (CACEM)**, maître d'ouvrage, exploite par l'intermédiaire de sa Régie Communautaire de l'Eau et de l'Assainissement, **ODYSSI**, la station de traitement des eaux usées (STEU) de Dillon et l'unité de traitement des matières de vidange (UTMV) sur la commune de Fort-de-France.

La STEU de Dillon s'implante au quartier « Dillon – ZIP Pointe Des Grives » sur la commune de Fort-de-France, au droit des parcelles cadastrées WW657 et W360 de surface cumulée de 27 622m<sup>2</sup> et du Domaine Public Maritime de l'Etat (DPM). Elle correspond à la plus grosse station d'épuration de Martinique de type boues activées avec aération prolongée par turbines. Elle est divisée en 2 filières : « filière 1 » et « filière 2 ».

Mise en service en 1989 (filière 1) et 1999 (filière 2), la STEU de Dillon a fait l'objet d'une autorisation par arrêté préfectoral n°962615 du 2 décembre 1996 (Annexe 1 de la Pièce Commune (PJ0)). L'UTMV a quant à elle fait l'objet d'un arrêté préfectoral n°2013050-0004 en date du 19 février 2013.

L'arrêté d'exploitation de la Station de Dillon est arrivé à échéance le 2 décembre 2019.

A ce titre, la CACEM doit renouveler sa demande d'autorisation et déposer le dossier associé au titre du code de l'environnement. Ce dossier d'Autorisation Environnementale Unique s'appuie sur les articles **R. 181-13**, **R. 181-14**, **R. 181-15** et **D. 181-15-1** du Code de l'Environnement.



### Ce qu'il faut retenir...

*Le présent rapport constitue le Dossier d'Autorisation Environnementale Unique (DAEU) incluant une étude d'incidence et devant être élaboré conformément aux dispositions de l'article **R. 181-14** du Code de l'Environnement. Le présente DAEU intègre les pièces jointes techniques complémentaires répondant aux exigences de l'article **D. 181-15-1** du Code de l'Environnement.*



## 2. CADRAGE REGLEMENTAIRE

### 2.1 Situation du projet vis-à-vis de la nomenclature IOTA

L'article L214-1 du Code de l'Environnement dispose que :

*« sont soumis à déclaration ou autorisation de l'autorité administrative les installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) susceptibles de présenter des dangers pour la santé et la salubrité publique, de nuire au libre écoulement des eaux, de réduire la ressource en eau, d'accroître notablement le risque inondation, de porter atteinte gravement à la qualité de l'eau ou à la diversité du milieu aquatique ».*

Du point de vue de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumises au Code de l'Environnement, les rubriques suivantes sont concernées par le projet :

**Tableau 2 : Rubriques de la nomenclature IOTA concernées (annexe à l'art. R 214-1 CE)**

Rubrique de la nomenclature IOTA dont relève le projet	Régime auquel est soumis le projet
<p>Systèmes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales :</p> <p>1° Supérieure à 600 kg de DBO5 (<b>Autorisation</b>) ;</p> <p>2° Supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5 (<b>Déclaration</b>).</p> <p><b>2.1.1.0</b> <i>Un système d'assainissement collectif est constitué d'un système de collecte, d'une station de traitement des eaux usées et des ouvrages assurant l'évacuation des eaux usées traitées vers le milieu récepteur, relevant en tout ou partie d'un ou plusieurs services publics d'assainissement mentionnés au II de l'article L. 2224-7 du code général des collectivités territoriales. Dans le cas où des stations de traitement des eaux usées sont interconnectées, elles constituent avec les systèmes de collecte associés un unique système d'assainissement. Il en est de même lorsque l'interconnexion se fait au niveau de plusieurs systèmes de collecte.</i></p> <p><i>Une installation d'assainissement non collectif est une installation assurant la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées des immeubles ou parties d'immeubles non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées.</i></p>	<p>La capacité nominale de la station étant de 85 000 équivalents habitant (EH), cela représente environ 5100 kg de DBO5 en faisant l'hypothèse 1EH 60g DBO<sub>5</sub></p> <p>→ <b>Autorisation</b></p>



#### Ce qu'il faut retenir...

*Le projet est soumis à Autorisation au titre de la Loi sur l'Eau (rubriques 2.1.1.0), soit à Autorisation Environnementale Unique (cf. chapitre suivant).*

## 2.2 Situation du projet vis-à-vis de l'Autorisation Environnementale Unique

En application de la loi du 2 janvier 2014 habilitant le gouvernement à simplifier et sécuriser la vie des entreprises, des expérimentations de procédures intégrant plusieurs autorisations ont été menées depuis mars 2014 dans certaines régions concernant les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et les installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à la législation sur l'eau. La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique a ensuite étendu ces expérimentations à l'ensemble du territoire français pour les IOTA et pour les ICPE relatives aux énergies renouvelables. C'est la loi Macron (Loi n° 2015-990 du 6 août 2015, pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques) qui a habilité le gouvernement à inscrire de manière définitive dans le Code de l'environnement le dispositif d'autorisation environnementale unique, lequel a fait l'objet d'une phase de consultation publique.

Cette procédure a pour but de rassembler plusieurs autorisations dispensées par l'Etat qui relèvent du domaine de la protection de la nature et des paysages, de façon à :

- **Simplifier les procédures tout en maintenant une protection environnementale** : un seul interlocuteur centralise les avis des différents services de l'état concernés ;
- **Intégrer plusieurs enjeux environnementaux pour un même projet** : considéré de façon globale, le projet devra répondre aux exigences de protection de l'environnement, de la santé, des paysages et de la sécurité publique ;
- **Accroître la lisibilité ainsi que la stabilité juridique pour le porteur de projet** : le projet sera autorisé ou refusé en une seule fois, et non comme auparavant par décisions successives indépendantes, ce qui remettait en question la réalisation à plusieurs reprises ;
- **Réduire les délais d'instruction** : le délai visé pour statuer sur la demande d'autorisation est de neuf mois sauf exceptions (hors délais de demandes de compléments) à compter du dépôt du dossier de demande.

L'ordonnance du 26 janvier 2016 vient créer, au sein du livre Ier du Code de l'environnement, un nouveau titre VIII intitulé : « Procédures administratives ». Ce titre est constitué d'un unique chapitre intitulé : « Autorisation environnementale », composé des articles L. 181-1 à L. 181-31 et R. 181-1 à R. 181-56. L'article L. 181-1 du Code de l'environnement précise le vaste champ d'application de l'autorisation environnementale. Cette dernière est articulée avec les procédures d'urbanisme. Il s'agit de permettre une meilleure coordination des décisions en matière d'environnement et d'urbanisme.

Cette ordonnance est assortie de deux décrets :

- Le décret en Conseil d'État n° 2017-81 du 26 janvier 2016 détermine les pièces communes à toutes les demandes d'autorisation environnementale ainsi que les modalités de procédure et d'instruction.
- Le décret simple n° 2017-82 du même jour précise les autres pièces et informations spécifiques à joindre au dossier de demande d'autorisation environnementale en fonction des législations auxquelles le projet est soumis.

Avant cette réforme, un même projet était susceptible de relever simultanément de plusieurs autorisations environnementales. Désormais, l'autorisation environnementale inclut l'ensemble des prescriptions de différentes législations applicables et relevant de différents codes (Code de l'environnement, Code de l'énergie, Code forestier, Code des transports, Code du patrimoine...).

Trois catégories de projets sont **concernées par cette procédure d'autorisation environnementale** :

- **Les IOTA soumis à la législation sur l'eau relevant du régime d'autorisation ;**
- Les ICPE relevant du régime d'autorisation ;
- Les projets soumis à évaluation environnementale qui ne sont pas soumis à une autorisation administrative susceptible de mettre en œuvre les mesures d'évitement, de réduction et de compensation (ERC) des atteintes à l'environnement.

Les procédures d'autorisation ICPE et IOTA disparaissent donc en tant que telles. L'article L. 181-2 du Code de l'environnement indique que l'autorisation environnementale peut se substituer, le cas échéant, à plusieurs autres procédures :

- **Code de l'environnement** : autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ou des installations, ouvrages, travaux et activités au titre de la Loi sur l'eau (IOTA), autorisation spéciale au titre de la législation des réserves naturelles nationales ou des réserves naturelles de Corse, autorisation spéciale au titre de la législation des sites classés, dérogations à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats protégés, agrément pour l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés (OGM), agrément des installations de traitement des déchets ; déclaration IOTA ; enregistrement et déclaration ICPE.
- **Code forestier** : autorisation de défrichement.
- **Code de l'énergie** : autorisation d'exploiter les installations de production d'électricité.
- **Code des transports, code de la défense et code du patrimoine** : autorisation pour l'établissement d'éoliennes.

Les articles L. 181-9 et L. 181-30 du Code de l'environnement précisent l'articulation entre l'autorisation environnementale et l'autorisation d'urbanisme éventuelle.

L'autorisation est demandée en une seule fois par le maître d'ouvrage. Il dispose d'un interlocuteur unique qui est :

- Le service de l'État chargé de la police de l'eau, pour les projets qui relèvent principalement du régime des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) ;
- Le service de l'État chargé de l'inspection des installations classées, pour les projets qui relèvent principalement du régime des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).
- Le service de l'État désigné par l'autorité administrative compétente, dans les autres cas.



### **Ce qu'il faut retenir...**

*En application des dispositions de l'ordonnance n° 2017-80 et des décrets n° 2017-81 et n° 2017-82 du 26 janvier 2017, la procédure de l'Autorisation Environnementale Unique (AEU) permet de regrouper les dossiers de demande relatifs aux diverses réglementations en un seul et même dossier.*

*Dans la mesure où le projet est soumis à Autorisation au titre de la Loi sur l'Eau, il relève de la procédure d'Autorisation Environnementale Unique.*

Les différentes étapes et acteurs de la procédure sont présentés en suivant :

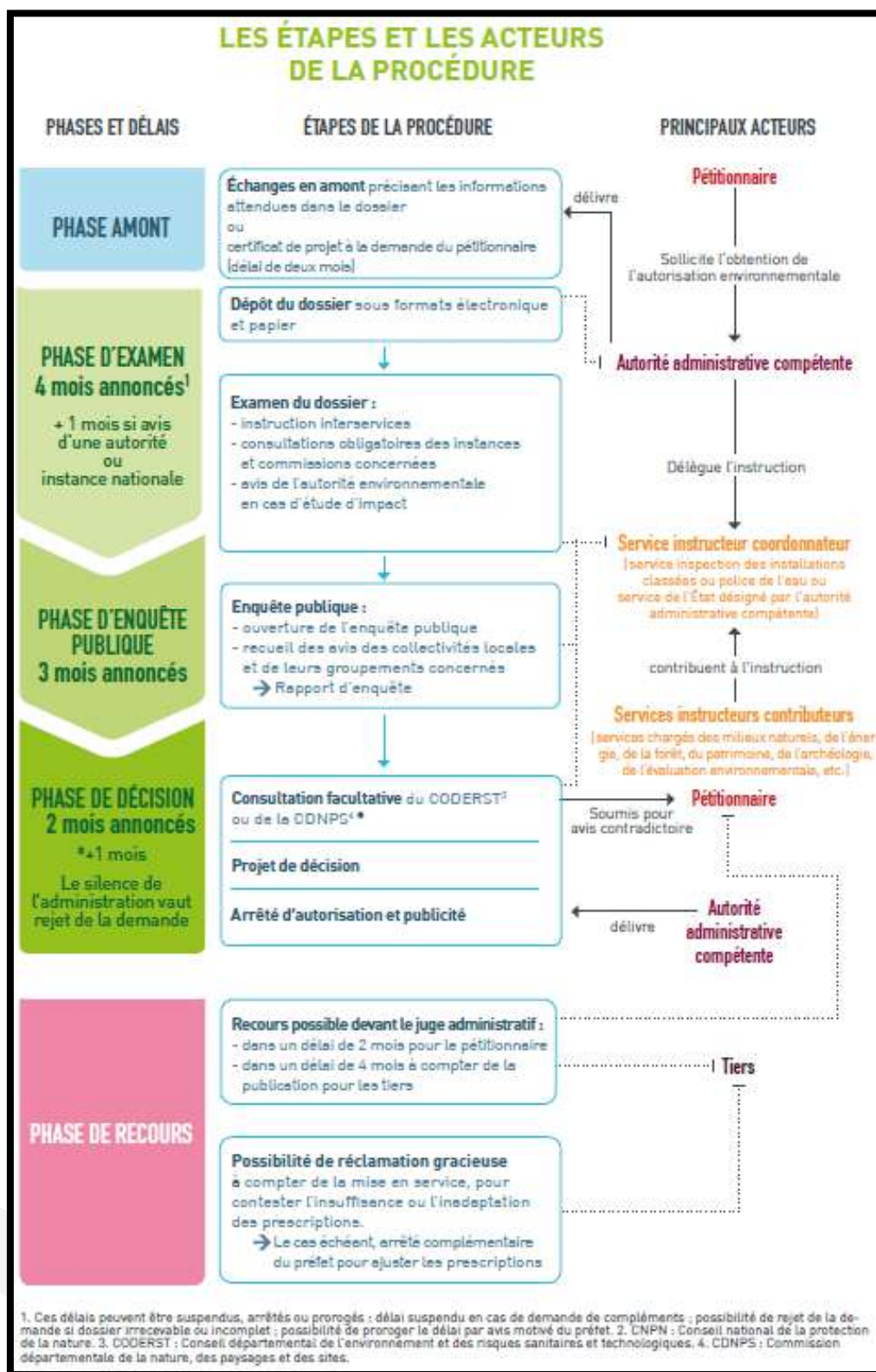


Figure 1 : Etapes et acteurs de la procédure de l'autorisation environnementale unique (source : ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la mer en charge des relations internationales sur le Climat)

## 2.3 Situation du projet vis-à-vis de l'évaluation environnementale

Comme évoqué dans le chapitre précédent, le DAEU doit inclure une évaluation environnementale (étude d'impact) ou à défaut, d'une étude d'incidence.

La liste des catégories de projets entrant dans le champ de l'évaluation environnementale figure au **tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement**. Les projets d'installations, de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements peuvent être soumis de façon systématique à évaluation environnementale ou après examen au cas par cas.

Conformément aux articles R.122-1 et suivants du Code de l'Environnement, le projet peut être soumis, selon sa nature et son importance à, soit :

- Une **étude d'impact obligatoire** ;
- Un **examen au cas-par-cas** : l'Autorité Environnementale compétente définit si le projet doit être soumis ou non à une étude d'impact obligatoire ;
- Une **dispense d'étude d'impact**.

**Tableau 3 : Rubriques auxquelles est soumis le projet dans le cadre de l'évaluation environnementale (annexe à l'article R 122-2 du Code de l'Environnement)**

Catégorie d'aménagements		Projet soumis à Examen cas par cas (ECC) ou Etude d'impact (EIE)
22	<b>Installation d'aqueducs sur de longues distances.</b> <b>Soumis à examen au cas par cas :</b> Canalisations d'eau dont le produit du diamètre extérieur avant revêtement par la longueur est supérieur ou égal à 2 000 m <sup>2</sup> .	⇒ Soumis à examen au cas par cas
24	<b>Système de collecte et de traitement des eaux résiduaires. On entend par " un équivalent habitant (EH) " : la charge organique biodégradable ayant une demande biochimique d'oxygène en cinq jours (DB05) de 60 grammes d'oxygène par jour.</b>  <b>Soumis à évaluation environnementale :</b> Système d'assainissement dont la station de traitement des eaux usées est d'une capacité est supérieure ou égale à 150 000 équivalents-habitants.  <b>Soumis à examen au cas par cas :</b> <ol style="list-style-type: none"> <li>Système d'assainissement dont la station de traitement des eaux usées est d'une capacité inférieure à 150 000 équivalents-habitants et supérieure ou égale à 10 000 équivalents-habitants.</li> <li>Système d'assainissement situé dans la bande littorale de cent mètres prévue à l'article L. 121-16 du code de l'urbanisme, dans la bande littorale prévue à l'article L. 121-45 de ce code, ou un espace remarquable du littoral prévu à l'article L. 121-23 du même code.</li> </ol>	Station de capacité 85 000 EH.  ⇒ Soumis à examen au cas par cas

Vis-à-vis des catégories 22 et 24 du tableau annexé à l'article R122-2 du code de l'environnement, le projet est soumis à **Examen au Cas par Cas**.



L'avis de l'autorité environnementale a dès lors été sollicité par le pétitionnaire en date du 31 Mars 2021 au titre de la procédure d'examen au « cas par cas » relative au système de collecte et traitement des eaux de la station d'épuration (STEU) Dillon.

Par décision de l'autorité environnementale du 5 Mai 2021, il est ressorti que le projet après examen au cas par cas n'est **pas soumis à étude d'impact**. Cette décision est jointe en annexe 8 de la Pièce Commune (PJ0).

La présente pièce-jointe du Dossier d'Autorisation Environnementale Unique (DAEU) établi pour la STEP de Dillon constitue par conséquent l'**étude d'incidence environnementale**.

A cet effet, la présente étude d'incidence est élaborée conformément à l'article R181-14 du code de l'environnement qui dispose que :

*« I. – L'étude d'incidence environnementale établie pour un projet qui n'est pas soumis à étude d'impact est proportionnée à l'importance de ce projet et à son incidence prévisible sur l'environnement, au regard des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. »*

Conformément à l'article R181-14 du code de l'environnement, l'étude d'incidence environnementale :

*« 1° Décrit l'état actuel du site sur lequel le projet doit être réalisé et de son environnement ;*

*2° Détermine les incidences directes et indirectes, temporaires et permanentes du projet sur les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 eu égard à ses caractéristiques et à la sensibilité de son environnement ;*

*3° Présente les mesures envisagées pour éviter et réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement et la santé, les compenser s'ils ne peuvent être évités ni réduits et, s'il n'est pas possible de les compenser, la justification de cette impossibilité ;*

*4° Propose des mesures de suivi ;*

*5° Indique les conditions de remise en état du site après exploitation ;*

*6° Comporte un résumé non technique.*

*II. – Lorsque le projet est susceptible d'affecter des intérêts mentionnés à l'article L. 211-1, l'étude d'incidence environnementale porte sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, y compris de ruissellement, en tenant compte des variations saisonnières et climatiques. Elle précise les raisons pour lesquelles le projet a été retenu parmi les alternatives au regard de ces enjeux. Elle justifie, le cas échéant, de la compatibilité du projet avec le schéma directeur ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux et avec les dispositions du plan de gestion des risques d'inondation mentionné à l'article L. 566-7 et de sa contribution à la réalisation des objectifs mentionnés à l'article L. 211-1 ainsi que des objectifs de qualité des eaux prévus par l'article D. 211-10.*

*Lorsque le projet est susceptible d'affecter un ou des sites Natura 2000, l'étude d'incidence environnementale comporte l'évaluation au regard des objectifs de conservation de ces sites dont le contenu est défini à l'article R. 414-23. »*



### Ce qu'il faut retenir...

Comme explicité précédemment, le projet relève, au titre du Code de l'Environnement, du régime d'Autorisation au titre de la Loi sur l'Eau (IOTA) (art. R214-1 du Code de l'environnement). Par conséquent, le projet est soumis à Autorisation Environnementale Unique.

Par décision de l'autorité environnementale à la suite de l'examen au Cas par Cas (art. R122-2 du Code de l'environnement), le projet n'est pas soumis à Evaluation environnementale au titre de l'article R122-5 du Code de l'environnement. Le projet est donc soumis à Etude d'incidence conformément à l'article R181-14 du Code de l'environnement.

La décision de l'autorité environnementale est jointe en annexe du présent document.

### 3. IDENTITE DU DEMANDEUR

Tableau 4 : Renseignements administratifs du pétitionnaire

Pétitionnaire	Communauté d'Agglomération du CEntre de la Martinique (CACEM)
Forme juridique	Communauté d'agglomération
SIRET	249 720 061 00103
Personne habilitée à représenter la personne morale	M. Luc CLEMENTÉ, président de la CACEM
Siège social	Immeuble Cascade III Place François Mitterrand BP 407 97204, Fort-de-France

### 4. LOCALISATION DU PROJET

La station de Dillon s'implante au quartier « Dillon – ZIP Pointe Des Grives » sur la commune de Fort-de-France, au droit des parcelles cadastrées W657 et W360 de surface cumulée de 27 622m<sup>2</sup> et du Domaine Public Maritime de l'Etat (DPM). Associée à un réseau de collecte amont de type séparatif, elle correspond à la plus grosse station d'épuration de Martinique de type boues activées avec aération prolongée par turbines. La carte présentée en Annexe 10 localise le système d'assainissement de DILLON à savoir la station d'épuration de DILLON ainsi que l'emprise du réseau de collecte en amont de cette dernière.

### 5. DESCRIPTION DU PROJET

#### 5.1 Le système d'assainissement de DILLON

La carte d'implantation du système d'assainissement est consultable en annexe 10 de la PJ0

##### 5.1.1 Informations générales sur le système d'assainissement

Un système d'assainissement se compose d'un réseau de collecte et d'une unité de traitement (station d'épuration) située à l'exutoire du réseau de collecte.



#### A noter

*Un système d'assainissement constitue une entité indivisible du point de vue réglementaire. Ainsi le présent dossier d'autorisation environnementale unique porte sur le système d'assainissement de DILLON à savoir le réseau de collecte et la station d'épuration de DILLON.*

Le principe fonctionnel d'un système d'assainissement est le suivant :



- **Etape n°1 : La collecte** des eaux usées (*domestiques et non domestiques*) via les différents branchements sur le réseau de collecte.
- **Etape n°2 : Le transport** des effluents via le réseau de collecte (*ce dernier peut être essentiellement gravitaire si la topographie le permet et dans le cas contraire des postes de refoulement sont installés en des points stratégiques sur le réseau*).
- **Etape n°3 : Le traitement** des effluents via une station d'épuration (*le procédé épuratoire peut varier d'une station à une autre*) située à l'exutoire du réseau de collecte.
- **Etape n°4 : Le rejet** dans le milieu naturel (*masse d'eaux superficielles ou souterraines*) en respectant des prescriptions en termes de concentrations maximales à ne pas dépasser définies en cohérence avec le milieu naturel récepteur.

## 5.1.2 Le système de collecte

### 5.1.2.1 Le réseau de collecte

Le réseau de collecte du système d'eaux usées de DILLON représente un linéaire total estimé à hauteur de **168,4 km**. **Le réseau se compose** de collecteurs gravitaires et de collecteurs de refoulement.

Le tableau ci-après détaille la répartition de collecteurs gravitaires et de collecteurs de refoulement.

Tableau 5 : Détails sur la composition du réseau de collecte

Nature du réseau	Longueur (km)
Réseau de collecte gravitaire	<b>152,2</b>
Réseau de collecte de refoulement	<b>16,2</b>
<b>Linéaire total</b>	<b>168,4</b>

Les figures ci-après détaillent la répartition des matériaux et des diamètres des tronçons (gravitaire + refoulement) du réseau de collecte.

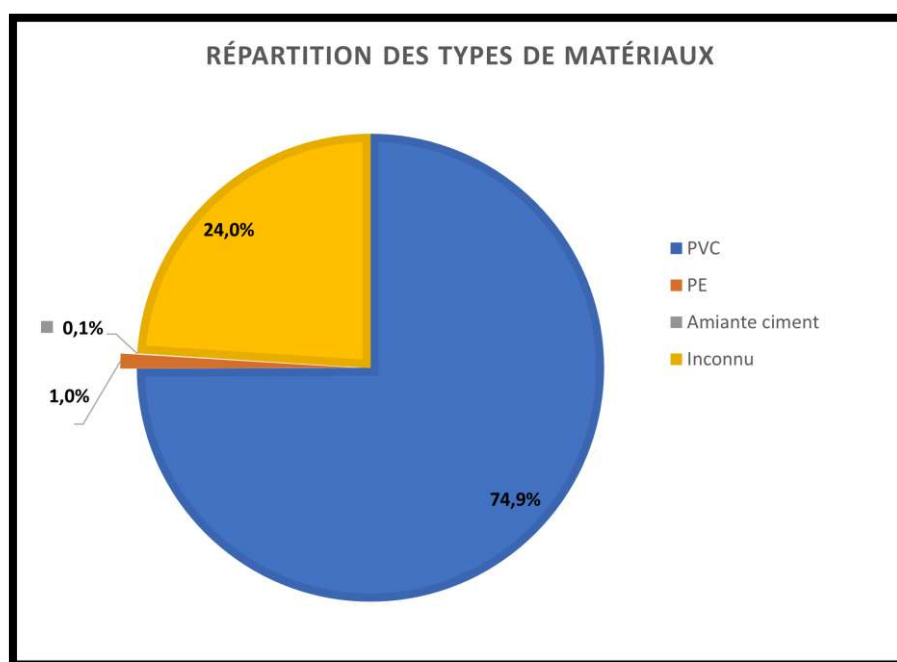


Figure 2 : Répartition des matériaux sur les tronçons (gravitaire + refoulement) du réseau de collecte

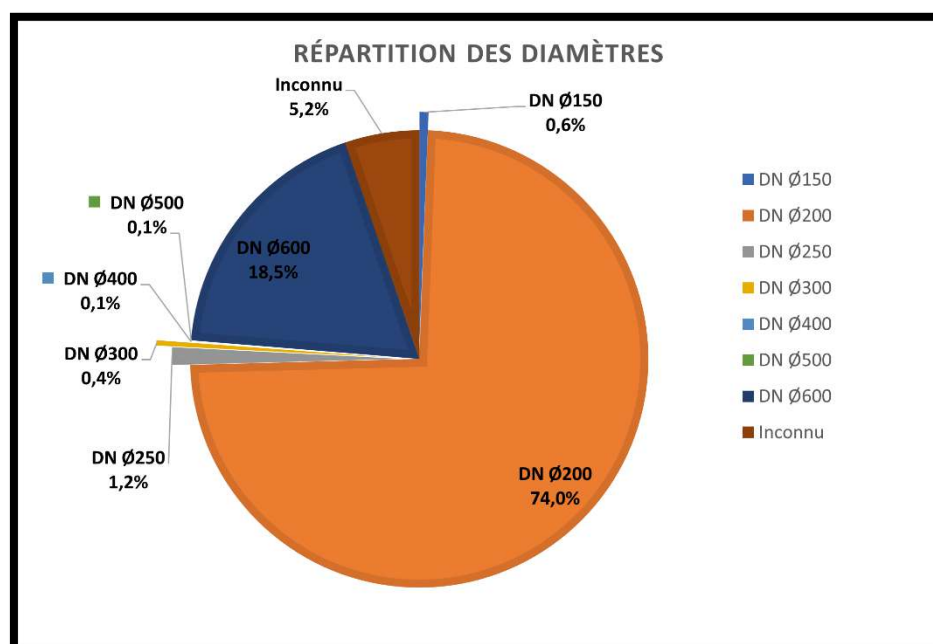


Figure 3 : Répartition des diamètres des tronçons (gravitaire + refoulement) du réseau de collecte

### 5.1.2.2 Les poste de refoulement

Les postes de relèvement/refoulement des eaux usées représentent 25 installations réparties sur le réseau.

Le tableau ci-après liste les 25 postes de refoulement du réseau de collecte en amont de la STEU de DILLON. Parmi ces 25 PR, 7 sont des points S16 à savoir des PR des tête de STEU équipés d'un trop plein (cf. synoptique chap. 5.1.3.3 de la PJ0).

Tableau 6 : Liste des 25 postes de refoulement de la STEU de DILLON

Nom du poste de refoulement	Filière	Point S16
Almadi 2	Dillon 2	
Canal Alaric 1	Dillon 2	
Canal Alaric 2	Dillon 2	
Cardin	Dillon 2	
Châteauboeuf	Dillon 2	X
Dallas	Dillon 1	
Dillon Principal	Dillon 1	X
Eaux découpées	Dillon 1	
Langelier Bellevue	Dillon 2	
Mont Gérald	Dillon 1	
Morne Morissot	Dillon 2	
Morne Pavillon	Dillon 2	
Pierre Champ	Dillon 1	
Pointe des Grives	Dillon 1	X
Pointe Simon	Dillon 2	X
PR EZAB 1	Dillon 2	X
PR EZAB 2	Dillon 2	X
PR inc	Dillon 2	
PR STADE	Dillon 2	
PR Trompeuse	Dillon 2	
Rivière Roche	Dillon 2	
Rocher Union	Dillon 2	
Sainte Thérèse 2	Dillon 2	
Volga 1	Dillon 1	
Volga 2	Dillon 1	X

Parmi ces 25 postes, 22 sont exploités par la CACEM. Les 3 postes non exploités sont le poste du STADE (non exploité), le poste EZAB2 (pas encore en service) et le poste de la Point des Grives (privé).

### 5.1.3 La station d'épuration de Dillon

#### 5.1.3.1 Filière 1 de la station

##### 5.1.3.1.1 File eau

La file de traitement Eau de la filière 1 comprend les étapes suivantes :

- Canal de comptage en entrée ;
- Prétraitement :
  - Dégrilleur automatique à grille droite activé par motoréducteur 20 mm (dégrilleur de secours manuel maille 20 mm) ;
  - Dessableur-dégraisseur type pont suceur dessableur longitudinal ;
- Traitement biologique de type boues activées :
  - Bassin d'aération type cylindrique 5000 m<sup>3</sup> ;
  - Clarificateur cylindrique ;
  - Canal de comptage ouvert type venturi en sortie ;
- Puits de recirculation des boues par pompage ;
- Rejet des eaux traitées.

##### 5.1.3.1.2 File boue

La file de traitement Boues de la filière 1 comprend les étapes suivantes :

- Stockage des boues : épaisseur cylindrique ;
- Déshydratation mécanique par centrifugation : **commun aux 2 filières de la station** ;
- Evacuation des boues : centre d'enfouissement technique

### 5.1.3.2 Filière 2 de la station

#### 5.1.3.2.1 File eau

La file de traitement Eau de la filière 2 comprend les étapes suivantes :

- Canal de comptage en entrée ;
- Prétraitement :
  - Dégrilleur automatique à grille droite activé par motoréducteur 20 mm (dégrilleur de secours manuel maille 20 mm) ;
  - Dessableur-dégraisseur avec 2 ponts en translation type pont suceur dessableur longitudinal ;
- Traitement biologique de type boues activées :
  - Bassin d'aération type cylindrique 6000 m<sup>3</sup> ;
  - Clarificateur cylindrique ;
  - Canal de comptage ouvert type venturi en sortie ;
- Puits de recirculation des boues par pompage ;
- Rejet des eaux traitées.

#### 5.1.3.2.2 File boue

La file de traitement Boues de la filière 2 comprend les étapes suivantes :

- Stockage des boues :
  - Bassin de stabilisation parallélépipédique 2355 m<sup>3</sup> ;
  - Epaississeur cylindrique ;
- Déshydratation mécanique par centrifugation : **commun aux 2 filières de la station** ;
- Evacuation des boues : centre d'enfouissement technique.



**A noter***La station possède*

- Deux comptages en entrée (point S1) dont la somme constitue le point A3
- Deux comptages en sortie (point S2) dont la somme constitue le point A4
- Deux comptages de boues (point S6) dont la somme constitue le point A6

## 6. LES POINTS REGLEMENTAIRES MAJEURS APPLICABLES AU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT DE DILLON

### 6.1 La capacité de traitement déclarée et les valeurs de référence retenues de la STEU de DILLON

Dans le cadre de la PJT3 du présent DAEU, la capacité de traitement de la STEU de DILLON a été recalculée au même titre que la charge organique et hydraulique de référence. Les valeurs sont présentées dans le tableau suivant.

Tableau 7 : Capacités de traitement déclarée et valeurs de référence retenues pour la STEU de DILLON (filière 1 et filière 2)

	<i>Filière 1</i>	<i>Filière 2</i>
<b>Capacité de traitement (EH*)</b> arrondie à la centaine inférieure	<b>29100</b>	<b>35000</b>
<b>Débit de pointe de référence (m³/h)</b>	340	600
<b>Débit journalier de référence (m³/j)</b>	5627	11803
<b>Charge organique de référence (kg DBO<sub>5</sub>/j)</b>	1 750	2 100

\*1 EH = 60 g DBO<sub>5</sub>/j

### 6.2 Les valeurs seuils du rejet (point sandre A4)

Dans le cadre de la PJT3 du présent DAEU, les valeurs seuils à ne dépasser prescriptives pour le rejet de la station ont été calculées en adéquation avec la capacité du milieu récepteur (la rivière Monsieur) à accepter le rejet. **Ses valeurs seuils sont applicables aux deux points S2 formant le point A4 de la station.**



Tableau 8 : Les prescription proposées pour le rejet de la station de DILLON

Paramètre	Valeurs seuils (mg/l) (*) moyenne annuelle	Concentration réductible (mg/l)	Rendement minimum à atteindre (*) moyenne annuelle
<b>DBO5</b>	10	20	95%
<b>DCO</b>	50	100	90%
<b>MES</b>	35	70	95%
<b>NGL</b>	10*	/	85%*
<b>Pt</b>	1*	/	80%*

### 6.3 Liste des PR autosurveillés

Le système de collecte en amont de la station de DILLON comporte 11 PR autosurveillés. Parmi ces 11 points :

- 8 sont déclarés comme recevant une charge comprise supérieure ou égale à 120 et inférieure à 600 kg DBO<sub>5</sub>/j et font l'objet à ce titre d'un suivi des temps de débordements ;
- 3 sont déclarés comme recevant une charge supérieure ou égale 600 kg DBO<sub>5</sub>/j et font l'objet à ce titre d'un suivi des volumes et charges de débordement.

Les dispositifs d'autosurveillance installés sur ces 11 poste sont récapitulés dans le tableau suivant.

Tableau 9 : Liste des PR autosurveillés et description de l'autosurveillance installée

Nom PR	Charge entrante (kg/j de DBO <sub>5</sub> )	Equipements	Mesures
<i>Châteaubœuf</i>	Supérieure à 600 Kg	Canal venturi + préleveur automatique	Volume de débordement + Charge de débordement
<i>Dillon principal</i>	Comprise entre 120 et 600 kg	Poire + sonde	Tps de débordement
<i>Eaux Découpées</i>	Comprise entre 120 et 600 kg	Poire + sonde	Tps de débordement
<i>Etang Z'abricots 1</i>	Supérieure à 600 Kg	Canal venturi + préleveur automatique	Tps de débordement
<i>Langellier Bellevue</i>	Comprise entre 120 et 600 kg	Poire + sonde	Tps de débordement
<i>M. Morissot</i>	Comprise entre 120 et 600 kg	Poire + sonde	Tps de débordement
<i>Pierre champ</i>	Comprise entre 120 et 600 kg	Poire + sonde	Tps de débordement
<i>Pointe Simon</i>	Supérieure à 600 Kg	Canal venturi + préleveur automatique	Volume de débordement + Charge de débordement
<i>Rivière-Roche</i>	Comprise entre 120 et 600 kg	Poire + sonde	Tps de débordement



<i>Volga 1</i>	Comprise entre 120 et 600 kg	Poire + sonde	Tps de débordement
<i>Volga 2</i>	Comprise entre 120 et 600 kg	Poire + sonde	Tps de débordement

## 7. SYNTHÈSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

A l'issue de l'analyse de l'état initial, les enjeux relatifs à chaque thématique au regard de la nature du projet sont présentés dans le tableau ci-après.

0 : Enjeu nul	1 : Enjeu faible	2 : Enjeu moyen	3 : Enjeu fort
---------------	------------------	-----------------	----------------

MILIEU	THÉMATIQUE	SPECIFICITES ET SENSIBILITE DES MILIEUX	HIERARCHISATION DES ENJEUX
Milieu physique	Climat	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Climat tropical maritime</li> <li>- Pluviométrie : env. 2000 mm/an : Par temps de pluie, la STEU est susceptible de présenter une forte sensibilité.</li> </ul>	2
	Topographie et géologie	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sol de mangrove/colluvions</li> <li>- Pente relativement faible à l'amont de la station</li> </ul>	1
	Eaux souterraines	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible vulnérabilité liée à une faible capacité d'infiltration</li> <li>- <b>Masse d'eau « Jacob-Centre (FRJG005) » (DCE/SDAGE) : Bon état quantitatif et mauvais état qualitatif (chlordécone) ; Objectifs du bon état pour la masse d'eau « Centre » : quantitatif (atteint depuis 2015) qualitatif (report de délai au-delà de 2029 – élément déclassant : Chlordécone)</b></li> </ul>	1
	Eaux de surface	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rejet direct de la STEU dans la rivière Monsieur au niveau de l'embouchure en Baie de Fort-de-France.</li> <li>- Masse d'eau cours d'eau « Rivière Monsieur » (FRJR115) présentant un bon état chimique et un état écologique moyen. L'objectif de bon état global (chimique et écologique) de ce cours d'eau est classé en <b>Objectif Moins Strict (OMS)</b> pressions fortes (assainissement, ruissellement urbain, altération hydromorphologique).</li> <li>- Sédiments de la rivière Monsieur de valeurs inférieures au niveau de référence S1 pour la totalité des paramètres de l'échantillon de sédiments de « cours d'eau » et au niveau de référence N1 et N2 pour la totalité des paramètres pour les sédiments estuariens à l'embouchure de la rivière.</li> <li>- Le point de mesure effectué par l'ODE et situé en aval du rejet de la STEU de Dillon est dans un état plus dégradé que celui situé en amont. Néanmoins, l'interprétation des résultats est d'autant plus complexe du fait des capacités de dilution et des pressions notables s'exerçant en périphérie immédiate.</li> </ul>	3

MILIEU	THÉMATIQUE	SPECIFICITES ET SENSIBILITE DES MILIEUX	HIERARCHISATION DES ENJEUX
	Eaux littorales	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rejets de la STEU de Dillon au niveau de l'embouchure de la rivière Monsieur qui a pour exutoire la masse d'eau littorale « Nord Baie de Fort-de-France » (FRJC015).</li> <li>- Masse d'eau « Nord Baie de Fort-de-France » présentant un état chimique bon et un état écologique mauvais dû aux pressions liées à l'assainissement collectif, assainissement non collectif, Azote agricole, Chlordécone. La tendance évolutive des pressions liées à l'assainissement collectif est en hausse sur cette masse d'eau.</li> <li>- L'objectif de bonne atteinte de l'état écologique est classé en <b>Objectif Moins Strict (OMS)</b> dû aux fortes pressions (AC, ANC, Agriculture).</li> </ul>	3
Milieu naturel	Périmètres de protection et inventaires des zones sensibles	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La rivière Monsieur, au niveau de laquelle s'effectue le rejet de la STEU de Dillon, a fait l'objet d'investigations mettant en évidence un intérêt halieutique nul sur sa partie centrale et aval. En amont, l'intérêt halieutique est faible à moyen.</li> <li>- Le secteur d'implantation de la STEU de Dillon n'est concerné par aucun zonage de patrimoine architectural ou bâti sensible (sites inscrits ou classés, périmètres de protection de monument historique).</li> <li>- Le secteur de l'embouchure de la rivière Monsieur, est fortement urbanisé, n'est directement concerné par aucun zonage de milieu naturel sensible, hormis deux zones humides référencées ZHIEP (mangrove boisée saumâtre, située en rive droite en aval de la RN9).</li> <li>- Aucune communauté benthique d'intérêt patrimonial n'est recensée à l'embouchure de la rivière Monsieur (zone d'activités portuaires).</li> <li>- Le périmètre d'étude est intégré au Contrat de Baie de Fort-de-France.</li> </ul>	2

MILIEU	THÉMATIQUE	SPECIFICITES ET SENSIBILITE DES MILIEUX	HIERARCHISATION DES ENJEUX
	Milieu naturel in situ	<p>Les investigations de terrain ont permis de constater les fortes pressions anthropiques sur la ZHIEP et le milieu naturel récepteur indépendamment de la STEU de Dillon. Parmi celles-ci :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les décharges sauvages (ordures ménagères, déchets métalliques, carcasses d'animaux, et autres macrodéchets) ;</li> <li>- les nombreuses constructions sauvages d'habitations non réglementées visiblement non assainies dans les normes.</li> </ul> <p>Malgré les fortes pressions anthropiques sur cette ZHIEP, ce milieu conserve un intérêt au regard des services écologiques rendus (autoépuration, protection anti-érosion et inondation, habitats d'espèces aquatique).</p>	3
Milieu humain	Occupation du sol	<p>La STEU de Dillon s'implante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dans une zone majoritairement urbanisée en limite de zone de mangroves en situation périurbaine ;</li> <li>- En zone UD (Urbaine Diffuse) du périmètre de la bande des 50 pas géométriques et du Domaine Public Maritime (DPM) et hors espace remarquable du littoral.</li> </ul>	2
	Habitat	<p>Dans la zone d'implantation de la STEU et son bassin de collecte de manière générale, l'habitat est très développé et particulièrement dense. L'habitat prend la forme d'habitats relictuels sur foncier sauvage en périphérie immédiate de la STEU, et de petites maisons individuelles et de secteurs pavillonnaires (quartier Volga plage) voire résidentiels plus en retrait de la STEU (Etang Z'Abricots).</p>	2
	Activités agricoles	<p>L'activité agricole semble plus importante en partie amont du bassin versant de la rivière Monsieur avec quelques terres arables et exploitations agricoles existantes localisées.</p>	0

MILIEU	THÉMATIQUE	SPECIFICITES ET SENSIBILITE DES MILIEUX	HIERARCHISATION DES ENJEUX
		Aucune surface d'agriculture intensive ni aucun élevage n'est identifié dans la zone d'implantation de la STEU.	
	Activités industrielles	<p>La zone d'implantation de la STEU n'est pas reconnue comme un site pollué. A proximité immédiate de la STEU, on note :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 sites BASOL : COLAS et METAL DOM répertoriés respectivement sous les n°SSP001185301 et n°SSP001152101.</li> <li>- 2 sites BASIAS en activité : site de décharges sauvages (MAR97200674 à 200 m au nord-est de la STEU) et la Zone Industrielle Portuaire de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique (MAR97200123 à 600 m au sud-est de la STEU).</li> </ul> <p>La STEU de Dillon et son point de rejet se situent à distance des canalisations d'hydrocarbures de la SARA et notamment d'un pipe-line de la SARA sous la rivière Monsieur en amont de la RN9.</p>	1
	Usages de l'eau – Prélèvements et rejets	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La Rivière Monsieur à proximité de la STEU de Dillon n'est concernée par aucun prélèvement d'eau potable ou agricole.</li> <li>- Aucun prélèvement à proximité de la STEU</li> <li>- Rejets d'eaux usées traitées (station d'épuration) ou non (débordement des postes de refoulement, systèmes d'assainissement autonomes non conformes). L'urbanisation est cependant forte (quartiers d'habitats insalubres, activités industrielles portuaires...) avec des pressions majeures liées également à l'assainissement autonome (rejets directs d'eaux usées de systèmes d'assainissement autonomes non conformes).</li> </ul>	3
	Usages de l'eau – Pêche et navigation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'activité de pêche est interdite au niveau de la rivière Monsieur et la Baie de Fort-de-France.</li> <li>- Navigation de petites embarcations de marins pêcheurs (yoles) au niveau de l'embouchure, difficile en l'absence d'opération de désenvasement (faible tirant d'eau). En revanche, la partie aval de la rivière Monsieur participe à</li> </ul>	0

MILIEU	THÉMATIQUE	SPECIFICITES ET SENSIBILITE DES MILIEUX	HIERARCHISATION DES ENJEUX
		l'activité économique de Volga Plage avec la navigation des embarcations de pêche.	
	Usages de l'eau – Activités récréatives	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les usages récréatifs identifiés à proximité de la STEU de Dillon et notamment sur la rivière Monsieur et ses abords (plongée, baignade...) sont inexistant.</li> <li>- Un site de baignade (plage de la Française) est recensé à 2km du point de rejet de la STEU de Dillon : la qualité des eaux de baignade est bonne.</li> </ul>	0
	Situation vis-à-vis des documents d'urbanisme	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La STEU de Dillon n'est pas localisée dans une zone protégée du SAR, mais en « Zone d'activités future » en limite immédiate d'une zone de mangrove et en marge d'une zone urbaine dense.</li> <li>- La STEU est localisée en zone UF-Pg du PLU, correspondant à une « zone d'activité portuaire à vocation industrielle ». Considérant le caractère industriel de l'activité de la STEU de Dillon, cette dernière est conforme aux conditions d'occupation du sol du PLU de Fort-de-France.</li> </ul>	1
RISQUES NATURELS	RISQUES NATURELS	<p>La STEU de Dillon est concernée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'aléa submersion marine centennale sur son secteur ouest</li> <li>- l'aléa tsunami fort sur son secteur ouest</li> <li>- l'aléa mouvement de terrain faible à nul</li> <li>- l'aléa liquéfaction des sols fort en majeure partie.</li> </ul> <p>La STEU de Dillon se situe en zone réglementaire jaune impliquant l'application de prescriptions particulières.</p>	2
RISQUES TECHNOLOGIQUES	RISQUES TECHNOLOGIQUES	La STEU de Dillon n'est concernée par aucun PPRT.	0

## 8. RAISONS DU CHOIX DU PROJET

La station de Dillon a été mise en service en 1989 (pour sa filière 1) et en 1999 (pour sa filière 2) et fait l'objet d'une autorisation par arrêté préfectoral n°962615 du 2 décembre 1996 (Annexe 1 de la Pièce Commune (PJ0)). A ce jour, le système de traitement et de collecte de la station de Dillon est donc en fonctionnement depuis plus de 30 ans.

Considérant ce pas de temps, les investigations menées auprès du Maître d'ouvrage n'ont pas permis de recueillir d'informations clés sur l'historique de la station de Dillon ou encore sur les choix techniques retenus à l'époque. Seules des supputations peuvent être établies sur :

### Le choix du site :

La STEU de Dillon s'implante au quartier « Dillon – ZIP Pointe Des Grives » à Fort-de-France, au droit des parcelles cadastrées WW657 et W360 de surface cumulée de 27 622m<sup>2</sup> et du Domaine Public Maritime de l'Etat (DPM).

Il semble évident que le choix du site d'implantation de la STEU résulte de la proximité à un milieu récepteur des rejets. En l'occurrence, la proximité à la rivière Monsieur a très probablement constitué un facteur déterminant dans le choix du site d'implantation.

### Le dimensionnement du système de collecte et de traitement :

Depuis sa mise en service originelle, le système a fait l'objet de modifications :

- En 2012, la STEU Chateauboeuf (5 566 EH effectif) a été supprimée et ses effluents raccordés à Dillon 2.
- La STEU traite actuellement les lixiviats de la décharge de la Trompeuse. Ce par le biais de l'exploitation de l'UTMV cadrée par l'arrêté préfectoral n°2013050-0004 du 19 Février 2013.
- Le poste de Mone pavillon refoule ses EU vers le poste de Chateauboeuf et fait donc partie du système de collecte de la station de DILLON.

La capacité de la Station de Dillon se justifie par le contexte urbain et fortement anthropisé de son bassin de collecte au sein duquel elle s'implante. En périphérie de la STEU notamment, l'occupation des sols est dominée par des habitations et des commerces (quartier Volga Plage) en rive droite de la rivière Monsieur et par des habitations du secteur résidentiel au niveau de la ZAC Etang Z'abricots, par les industries de la zone industrialo-portuaire de la Pointe des Grives et du stade de Dillon en rive gauche.

Le système de collecte et de traitement de la station de Dillon a été dimensionné de telle sorte qu'à ce jour la station de Dillon correspond à la plus grosse station d'épuration de Martinique de type boues activées avec aération prolongée par turbines. Elle est divisée en 2 filières afin de traiter une part non négligeable des eaux usées de Fort-de-France :

- La filière 1 mise en service en 1989 et dimensionnée pour 25000 équivalents habitant.
- La filière 2 mise en service en 1999 et dimensionnée pour 60.000 équivalents habitant.

Des projets d'optimisation de la capacité de la STEU de Dillon ont fait l'objet de réflexions. Dans son rapport de suivi de la STEU de Dillon en 2014, l'ODE indique :

*« La station d'épuration d'acajou doit être supprimée et raccordée à la filière 2 de Dillon en 2015. La création d'une 3ème filière est à l'étude ».*

Toutefois, cette alternative n'a visiblement pas été retenue. Ce, notamment au regard des travaux (création de postes de refoulement et canalisations) visant la station d'Acajou.



9. SYNTHÈSE DE L'INCIDENCE DU PROJET ET PROPOSITION DE MESURES

Le tableau suivant met en regard les mesures ERC avec les incidences notables identifiées concernant le projet.

Tableau 10 : Synthèse des Incidences & mesures

Thématique générale	Sous chapitre	Incidence	Mesures d'évitement, compensation ou réduction	Description de la mesure
MILIEU PHYSIQUE	Climat	Incidence négligeable	-	
	Sols	incidence négative, directe, temporaire et faible	Réduction	<ul style="list-style-type: none"><li>• Identification et sectorisation via des ITV des canalisations présentant des défauts d'étanchéité qui couplées avec des niveaux de nappes basses peuvent entrainer une infiltration d'eaux usées brutes dans le sol.</li><li>• Programmes d'actions travaux sur les secteurs identifiés</li></ul>
	Eaux souterraines	incidence négative indirecte, temporaire faible sur l'aspect qualitatif	Réduction	Cf. mesures relatives aux sols.
	Eaux superficielles	incidence négative directe, temporaire et modérée sur l'aspect quantitatif et qualitatif	Réduction et Evitement	<ul style="list-style-type: none"><li>• Proposition de valeurs seuils à ne pas dépasser pour le rejet calculées en adéquation avec ce que le Rivière Monsieur peut accepter (<b>Réduction</b>)</li><li>• Réduction des ECPP et ECPM (<b>Réduction</b>)</li><li>• Elimination des rejets directs par temp sec (<b>Evitement</b>)</li><li>• Diagnostic RSDE (<b>Evitement</b>)</li></ul>
	Eaux littorales	incidence négative, indirecte, permanente	Réduction et Evitement	Cf. mesures relatives aux eaux superficielles
MILIEU NATUREL	Périmètres de protection, d'inventaire et de gestion du milieu naturel	incidence indirecte et faible	Réduction et Evitement	Cf. mesures en faveur des sols aux eaux superficielles
	Milieu naturel in situ	incidence indirecte et faible	Réduction et Evitement	Cf. mesures en faveur des sols aux eaux superficielles
	Milieu marin	incidence indirecte et faible	Réduction et Evitement	Cf. mesures en faveur des sols aux eaux superficielles
MILIEU HUMAIN	habitat	Incidence négligeable	-	
	Occupation du sol	sans incidence	-	
	Les activités agricoles	sans incidence	-	
	Les activités industrielles	sans incidence	-	
	Les usages de l'eau	sans incidence	-	

## 10. MOYENS DE SUIVI ET DE SURVEILLANCE

### 10.1 Analyse des risques de Défaillance

L'Arrêté du 31 juillet 2020 vient de modifier l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif à la surveillance des systèmes d'assainissement des collectivités locales, impose que les stations de traitement des eaux usées fassent l'objet d'une analyse des risques de défaillance, de leurs effets ainsi que des mesures prévues pour remédier aux pannes éventuelles.

L'article 3 de l'Arrêté du 31 juillet 2020 vient modifier les prescriptions concernant les ARD. Ainsi pour une charge de pollution  $\geq 600$  kg/j de DBO5 (10 000 EH), l'ARD à réaliser avant le 31/12/2021.

L'ARD peut être considérée comme un moyen mis en œuvre pour assurer la surveillance de la STEU de Dillon, Ce considérant qu'elle vise le diagnostic et l'analyse des risques de défaillance des différents ouvrages du système d'assainissement, de leurs effets ainsi que des mesures prévues pour remédier aux pannes éventuelles.

**Le pétitionnaire informe les autorités compétentes qu'il a réalisé l'analyse des risques de défaillance** du système d'assainissement (station de DILLON + réseau de collecte) début 2022.



#### Ce qu'il faut retenir...

*Le pétitionnaire informe les autorités compétentes qu'il a réalisé l'analyse des risques de défaillance du système d'assainissement (station de DILLON + réseau de collecte) début 2022.*

## 10.2 Autosurveillance

### 10.2.1 Autosurveillance sur le système de traitement

Dans le cadre de l'autosurveillance du système de traitement, des analyses régulières seront effectuées :

- Sur les eaux en entrée/sortie de la STEU :
  - ☐ Suivi journalier des volumes d'eau brutes et traités
  - ☐ Pour les températures, pH, MES et la DCO ;
  - ☐ Pour la DBO5 ;
  - ☐ Pour l'azote ;
  - ☐ Pour le phosphore ;
- Sur les boues :
  - ☐ Analyses devant être réalisées, notamment pour vérifier la siccité des boues à évacuer ;
  - ☐ Analyse des micropolluants.

Sur la base :

- Des concentrations maximales à ne pas dépasser au niveau du rejet de la STEU calculées dans le cadre de la PJT3 du présent DAEU, la filière 1 et la filière 2 sont tenues de respecter les prescriptions suivantes ;
- Des préconisations de l'arrêté ministériel de 2015 en termes d'abattement minimal (rendement) et en termes de concentrations réductibles ;

Les filières 1 et 2 de la station de DILLON doivent respecter les prescriptions mentionnées dans le tableau ci-après aux niveaux de leur point S2 respectif dont la réunion forme le point sandre A4.

**Tableau 11 : Les prescriptions à respecter au niveau du rejet de la STEU**

Paramètre	Valeur seuil (mg/l) (*) moyenne annuelle	Concentration réductible (mg/l)	Rendement minimum à atteindre (*) moyenne annuelle
<b>DBO5</b>	10	20	95%
<b>DCO</b>	50	100	90%
<b>MES</b>	35	70	95%
<b>NGL</b>	10*	/	85%*
<b>Pt</b>	1*	/	80%*



#### A noter

*Concernant le phosphore, il est à noter que la station ne dispose pas actuellement d'un traitement dédié. Le MOA s'engage à en installer un conformément au zonage zone sensible qui inclut la station de DILLON. De ce fait le % d'abattement proposé est identique à celui de l'arrêté ministériel.*

Conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel de 2015 en termes de fréquences des analyses en entrée et en sortie, la filière 1 et la filière 2 de la station de DILLON se doivent de respecter les prescriptions mentionnées dans le tableau suivant.

**Tableau 12 : Fréquences minimales des mesures (nombre de jours par an) aux niveaux des deux point S2 formant le point A4 et des deux point S1 formant le point A3**

<b>Paramètres</b>	<b>Fréquences minimales au niveaux des deux point S2 formant le point A4 et des deux points S1 formant le point A3</b>
<b>Débit</b>	365
<b>pH</b>	52
<b>MES</b>	52
<b>DBO5</b>	24
<b>DCO</b>	52
<b>NTK</b>	24
<b>NH4</b>	24
<b>NO2</b>	24
<b>NO3</b>	24
<b>Ptot</b>	24

*\*Nota : le paramètre azote global (NGL) est défini comme étant la somme de trois paramètres à savoir l'azote Kjeldahl (NTK), les ions nitrites (NO<sub>2</sub><sup>-</sup>) et les ions nitrates (NO<sub>3</sub><sup>-</sup>). Les valeurs seuils pour le paramètre NGL présentées dans le tableau précédent sont la somme des valeurs seuils des 3 paramètres cités précédemment. A noter qu'avant de sommer ces trois paramètres ces derniers doivent être exprimés dans la même unité au savoir mg N/l. Pour cela le rapport de conversion 1 mg NO<sub>2</sub><sup>-</sup>/l = 0,304 mg N/l et le rapport 1 mg NO<sub>3</sub><sup>-</sup>/l = 0,226 mg N/l sont appliqués.*

En ce qui concerne la file boue, conformément aux prescriptions de prescriptions de l'arrêté ministériel de 2015 en termes de mesures se siccité et de quantité de matières sèches de boues produites, la filière 1 et la filière 2 se doivent de respecter les prescriptions mentionnées dans le tableau suivant.

**Tableau 13 : Nombre de mesures minimal à effectuer sur la file boues de filière 1 et de la filière 2**

<b>Paramètres</b>	<b>Filière 1 (29 100 EH)</b>	<b>Filière 2 (35 000 EH)</b>
<b>Mesure de la quantité de matières sèches de boues produites</b>	12 (mesure mensuelle)	52 (mesure hebdomadaire)
<b>Mesures de siccité</b>	24	52

### 10.2.2 Autosurveillance sur le système de collecte

Le système de collecte en amont de la station de DILLON comporte 11 PR autosurveillés. Parmi ces 11 points :

- 8 sont déclarés comme recevant une charge comprise supérieure ou égale à 120 et inférieure à 600 kg DBO<sub>5</sub>/j et font l'objet à ce titre d'un suivi des temps de débordements ;
- 3 sont déclarés comme recevant une charge supérieure ou égale 600 kg DBO<sub>5</sub>/j et font l'objet à ce titre d'un suivi des volumes et charges de débordement.

Les dispositifs d'autosurveillance installés sur ces 11 poste sont récapitulés dans le tableau suivant.

Tableau 14 : Liste des 11 points 16 autosurveillés et description de l'autosurveillance installée

Nom PR	Charge entrante (kg/j de DBO <sub>5</sub> )	Equipements	Mesures
<i>Châteaubœuf</i>	Supérieure à 600 Kg	Canal venturi + préleveur automatique	Volume de débordement + Charge débordée
<i>Dillon principal</i>	Comprise entre 120 et 600 kg	Poire + sonde	Tps de débordement
<i>Eaux Découpées</i>	Comprise entre 120 et 600 kg	Poire + sonde	Tps de débordement
<i>Etang Z'abricots 1</i>	Supérieure à 600 Kg	Canal venturi + préleveur automatique	Tps de débordement
<i>Langellier Bellevue</i>	Comprise entre 120 et 600 kg	Poire + sonde	Tps de débordement
<i>M. Morissot</i>	Comprise entre 120 et 600 kg	Poire + sonde	Tps de débordement
<i>Pierre champ</i>	Comprise entre 120 et 600 kg	Poire + sonde	Tps de débordement
<i>Pointe Simon</i>	Supérieure à 600 Kg	Canal venturi + préleveur automatique	Volume de débordement + Charge débordée
<i>Rivière-Roche</i>	Comprise entre 120 et 600 kg	Poire + sonde	Tps de débordement
<i>Volga 1</i>	Comprise entre 120 et 600 kg	Poire + sonde	Tps de débordement
<i>Volga 2</i>	Comprise entre 120 et 600 kg	Poire + sonde	Tps de débordement

### 10.3 Suivi renforcé de l'impact du milieu récepteur

Le pétitionnaire réalise régulièrement (plusieurs fois par an) un suivi amont aval rejet sur la rivière Monsieur. Les paramètres analysés sont : Pt, MEST, DBO5, Nitrites, Ammonium ; NTK ; Nitrates ; DCO.

## 11. MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'INCIDENT OU D'ACCIDENT

Dans le cas d'une non-conformité avérée, les responsabilités et les dispositions prévues sont les suivantes :

1. Ecart constaté par le Chef de station
2. Action curative (le cas échéant)
3. Communication aux autorités par le Chef de station
4. Mode de communication : fiche de non-conformité envoyée par mail
5. Délai de communication : immédiat
6. Action corrective : analyse contradictoire, étude des causes probables et délai.



#### A noter

*Il est considéré qu'il y a non-conformité :*

- *lorsque les résultats d'une analyse ou d'une mesure n'est pas conforme aux données et prescriptions figurant dans l'arrêté du 21 Juillet 2016 d'autorisation (voir spécification de la STEP) et lorsqu'il y a pollution du milieu naturel (en cas de pannes...)*
- *lorsqu'il y a non-respect des conditions ou méthodes d'analyse ou de mesure telles que définies dans ce manuel,*
- *lorsqu'il y a non-respect des dispositions organisationnelles de l'auto-surveillance.*

En cas de panne :

1. Ecart constaté par le chef de station
2. Action curative (le cas échéant)
3. Communication aux autorités par le Responsable ASST
4. Mode de communication : fiche de non-conformité envoyée par MAIL
5. Délai de communication : immédiat
6. Donner une date prévisionnelle de remise en service des installations concernées

En cas de problème de Mesure de débit ou de prélèvement :

1. Ecart constaté par le Chef de station
2. Procéder à la réparation
3. Si le problème persiste contacter le S.A.V. du fournisseur.

Dans tous les cas, la découverte d'une non-conformité du système est à l'origine d'une action immédiate afin de la traiter et de remettre en état de conformité le système si cela est possible conformément aux dispositions prévues dans la **procédure qualité « Actions curatives, correctives et préventives »**.

Pour cela, une « **fiche incident** » est renseignée par la personne constatant l'écart. Après l'émission de cette fiche, la non-conformité est analysée afin de trouver les origines possibles et de mettre en place un planning d'actions correctives et préventives. Le Chef de Station est responsable du suivi, de la mise en place et de l'efficacité de ces actions. Le suivi est enregistré dans la fiche incident.

## 12. CONDITIONS DE REMISE EN ETAT

Au regard des éléments de réponse apportés par le Maître d'ouvrage, à ce jour aucune décision n'a été prise ou discutée s'agissant des conditions de remise en état après exploitation.

En effet, la station de Dillon est la plus grosse station d'épuration de Martinique de type boues activées. Il apparaît donc logique qu'à ce jour la fin de son exploitation ne soit projetée.

## 13. COMPATIBILITE AVEC LE SDAGE MARTINIQUE 2022-2027

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) de la Martinique est un document de planification, bénéficiant d'une portée juridique, qui définit, pour une période de 6 ans, de 2022 à 2027, les grandes orientations pour une gestion équilibrée de la ressource en eau de l'île ainsi que les objectifs de qualité et de quantité des eaux à atteindre en Martinique.










Le SDAGE est le principal outil de la mise en œuvre de la politique française dans le domaine de l'eau et fait office de plan de gestion préconisé par l'Europe.

Les **4 grandes orientations** du SDAGE 2022-2027 sont les suivantes :












- Orientation 1 : Concilier les usages humains et les besoins des milieux aquatiques,
- Orientation 2 : Reconquérir la qualité de l'eau et des milieux aquatiques,
- Orientation 3 : Protéger et restaurer les milieux aquatiques remarquables,
- Orientation 4 : Connaître pour mieux gérer l'eau et agir sur les comportements.

Les orientations fondamentales (OF) et dispositions (D) présentées dans le tableau ci-dessous sont plus particulièrement visées dans le cadre du présent projet.



ORIENTATION FONDAMENTALE	ORIENTATION	DISPOSITION	LIEN AVEC LE PROJET	REMARQUE	COMPATIBILITE DU PROJET
OF 1 : CONCILIER LES USAGES HUMAINS ET LES BESOINS DES MILIEUX AQUATIQUES	I-A : MIEUX CONNAÎTRE L'ÉTAT DE LA RESSOURCE ET DE NOS PRÉLÈVEMENTS	I-A-1 : Poursuivre l'équipement des points nodaux de stations de jaugeages et améliorer les échanges de données	NON	Non concerné	
		I-A-2 : Développer la connaissance des prélèvements en eau superficielle	NON	Non concerné	
		I-A-3 : Réactualiser le recensement des forages, sources et prélèvements en eau superficielle	NON	Non concerné	
	I-B. METTRE EN OEUVRE DES ACTIONS DE GESTION DURABLE DE LA RESSOURCE	I-B-1 : Améliorer le rendement des réseaux de distribution publique	NON	Non concerné	
		I-B-2 Encourager le recours aux ressources alternatives pour l'irrigation agricole, l'arrosage des espaces verts, le golf ou les nettoyages de sites	NON	Non concerné	
		I-B-3 : Justifier et présenter les moyens ERC (Eviter, Réduire, Compenser) de tout ouvrage de prélèvement ou d'un forage pour l'eau potable ayant pour conséquence l'augmentation des prélèvements en eau de surface	NON	Non concerné	
		I-B-4 :Respecter le débit réservé des cours d'eau	NON	Non concerné	
		I-B-5 : Veiller à l'application des règles de restriction des prélèvements et rejets en période d'étiage, dans le respect des débits d'objectifs quantitatifs	Oui	Les valeurs seuils pour le rejet ont été déterminées en prenant en compte le module moyen ainsi que la QMNA5 tout en faisant un compromis avec les performances atteignables par la station.	
	I-C. SÉCURISER ET DIVERSIFIER LA RESSOURCE EN EAU	I-C-1 : Délimiter les aires d'alimentation et prévoir des actions de préservation des captages AEP	NON	Non concerné	
















		I-C-2 : Finaliser les procédures de DUP de tous les captages AEP	NON	Non concerné	
		I-C-3 : Développer les ressources alternatives aux eaux de surface	NON	Non concerné	
		I-C-4 : Justifier pour tous prélèvements d'eau le choix de l'origine de la ressource et son impact	NON	Non concerné	
		I-C-5 : Réviser les plans de secours Eau Potable	NON	Non concerné	
		I-C-6 : Mettre en œuvre les moyens nécessaires pour réduire la vulnérabilité de l'AEP aux aléas naturels et aux pollutions accidentelles	NON	Non concerné	
		I-C-7 : Sécuriser les infrastructures de production et de distribution de l'eau potable	NON	Non concerné	
		I-C-8 : Améliorer la performance énergétique des services d'AEP	NON	Non concerné	
		I-C-9 : Respecter les règles de répartition et de restriction de l'eau pour tous prélèvements en rivière définies à chaque point nodal	NON	Non concerné	
		I-C-10 : Préserver les sources naturelles des pollutions et comblements	NON	Non concerné	
	I-D. DÉVELOPPER LA GOUVERNANCE ET LA SOLIDARITÉ	I-D-1 : Assurer la cohérence entre les documents d'urbanisme et les outils de planification dans le domaine de l'eau	NON	Non concerné	
		I-D-2 : Mettre en place une gestion unique de l'eau	NON	Non concerné	

		I-D-3 : Accompagner la mise en place d'une gestion unique pour l'irrigation d'ici à 2027	NON	Non concerné	
		I-D-4 : Inciter tous les utilisateurs à adopter une gestion économe de l'eau	NON	Non concerné	
		I-D-5 : Soutenir la mise en place d'une politique sociale de l'eau	NON	Non concerné	
		I-D-6 : Garantir la transparence du prix de l'eau	NON	Non concerné	
OF 2 : RECONQUÉRIR LA QUALITÉ DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES	II-A. DIMINUER LES POLLUTIONS DOMESTIQUES ET URBAINES	II-A-1 : Poursuivre la mise en conformité des ouvrages et des réseaux d'assainissement collectif	OUI	Le présent DAEU prévoit des mesures ERC sur la station de DILLON et son réseau de collecte dans une logique d'amélioration des performances	
		II-A-2 : Rendre compatible les objectifs de rejet avec les objectifs de bon état	OUI	Les valeurs seuils à ne pas dépasser pour le rejet de la STEU de DILLON ont été déterminées en adéquation avec la capacité du milieu naturel récepteur (la rivière Monsieur) à accepter le rejet.	
		II-A-3 : S'assurer du raccordement effectif des habitations aux réseaux de collecte	Oui	Un nouveau schéma directeur d'assainissement des eaux usées est sur le point d'être lancé en consultation par la CACEM. La thématique des raccordements au réseau collectif sera abordée.	
		II-A-4 : Réaliser un descriptif détaillé des réseaux de collecte des eaux usées	OUI	Le Maître d'ouvrage s'est doté d'un outil SIG afin de faciliter l'exploitation, la description et la reconnaissance patrimoniale du système d'assainissement de DILLON	












		II-A-5 : Réaliser un diagnostic des réseaux de collecte des eaux usées	OUI	Le Maître d'ouvrage a commencé un travail de sectorisation des indicateurs de performances du réseau de collecte à l'échelle de 20 sous bassins de collecte. Ce travail sera complété voire affiné dans le cadre du futur schéma directeur d'assainissement des eaux usées porté par la CACEM.	
		II-A-6 : Définir la pluie de projet des systèmes d'assainissements (y compris ICPE)	OUI	Des protocoles (sur la base de la connaissance actuelle en 2023 du système d'assainissement de DILLON) visant à déterminer des pluies caractéristiques ont été élaborés puis mis en œuvre dans le cadre du présent DAEU.	
		II-A-7 : Assurer le suivi des impacts des rejets de STEU sur les milieux	OUI	Le rejet de la station de DILLON fait l'objet d'une autosurveillance réglementaire et est donc compatible avec le suivi en continu des impacts des rejets de STEU sur les milieux	
		II-A-8 : Proposer des alternatives aux rejets directs dans les milieux des eaux usées traitées et des effluents traités par les ICPE	OUI	La station de DILLON ne fait pas l'objet d'un rejet par infiltration mais néanmoins les valeurs seuils à ne pas dépasser pour le rejet ont été déterminées en adéquation avec la capacité du milieu naturel (la rivière Monsieur) à accepter le rejet	
		II-A-9 : Favoriser le génie végétal dans les process d'assainissement	OUI	Cette solution technique n'est pas employée dans le cadre de la STEU de DILLON. A noter qu'une telle solution technique requiert un emcombrement important dans le cas d'une station d'épuration importantes (de la taille équivalente à celle de DILLON) ce qui n'est pas le cas au voisinage de l'implantation actuelle de la STEU de DILLON.	
		II-A-10 : Réévaluer le classement en zone sensible à l'eutrophisation de tout ou partie du littoral	OUI	La STEU de DILLON est comprise dans une zone sensible à l'eutrophisation depuis le SDAGE 2022-2027 --> à ce titre des actions sont prévues par le MOa afin mettre en conformité l'abattament du phosphore vis-à-vis d'une valeur seuil à ne pas dépasser recalculée dans le cadre du présent DAEU et qui est en	









			adéquation avec le sujet "zone sensible à l'eutrophisation".	
	II-A-11 : Améliorer la performance énergétique des services d'assainissement	OUI	La station de DILLON étant une staion à boue activée, elle est donc concernée par le volet dépense énergétique avec notamment l'alimentation des turbines représentant une part importante de dépenses énergétiques	😊
	II-A-12 : Réviser les zonages d'assainissement ainsi que les schémas directeurs avant 2023 et les annexer aux PLU	OUI	Un nouveau schéma directeur d'assainissement des eaux usées est sur le point d'être lancé en consultation par la CACEM	😊
	II-A-13 : Rendre cohérent l'extension de l'urbanisme avec les réseaux d'assainissement collectif	OUI	Un nouveau schéma directeur d'assainissement des eaux usées est sur le point d'être lancé en consultation par la CACEM. L'objectif d'une telle étude est entre autres justement de rendre cohérent l'extension de l'urbanisme avec les réseaux d'assainissement collectif	😊
	II-A-14 : Rationaliser la création et réhabilitation des petites et micro STEP au regard du coût bénéfice /milieu	NON	Non concerné	😊
	II-A-15 : Favoriser la reprise en maîtrise d'ouvrage publique des STEP privées dans le parc collectif	NON	Non concerné	😊
	II-A-16 : Promouvoir et accompagner la mise en place d'une gestion unique des eaux usées	NON	Non concerné	😊

		II-A-17 : Mettre en conformité les dispositifs d'assainissement non collectif	Oui	La STEU de Dillon n'est pas directement concernée par cette disposition. Néanmoins, l'assainissement non collectif ou autonome constitue une pression non négligeable sur le milieu récepteur des rejets de la STEU de Dillon. Cette situation est préjudiciable à l'interprétation réelle de l'impact de la STEU sur le milieu naturel récepteur.	
		II-A-18 : Informer et sensibiliser les propriétaires et futurs propriétaires détenteurs de système d'assainissement non collectif	NON	Non concerné	
		II-A-19 : Réaliser des schémas d'assainissement des eaux pluviales	NON	Non concerné	
		II-A-20 : Mettre en oeuvre une gestion intégrée des eaux pluviales et de ruissellement dans les documents d'urbanisme et les nouveaux projets d'aménagement urbains	NON	Non concerné	
		II-A-21 : Démontrer l'absence d'impact des dispositifs de gestion des eaux pluviales	NON	Non concerné	
		II-A-22 : Limiter l'imperméabilisation du sol	NON	Non concerné	
	II-B. RÉDUIRE LA POLLUTION DIFFUSE PAR LES SUBSTANCES DANGEREUSES	II-B-1 : Poursuivre la mise en œuvre du plan Eco phyto	NON	Non concerné	
		II-B-2 : Maîtriser les déversements de substances toxiques dans les réseaux publics et privés d'assainissement, en favorisant la réduction à la source	Oui	Diagnostic aval RSDE lancée en 2023 à la station de DILLON avec un premier bilan 24 h effectué en Juin 2023	
		I-B-3 : Accompagner et optimiser la collecte, le traitement, la récupération et la valorisation des déchets	OUI	Les sous-produits de traitement de la STEU de Dillon telles que les boues font déjà l'objet de traitement, récupération et évacuation vers des filières de revalorisation.	

		II-B-4 : Résorber les sites de dépôts sauvages	NON	Non concerné	
		II-B-5 : Réduire les émissions de substances prioritaires et supprimer les émissions de substances dangereuses	OUI	Diagnostic aval RSDE lancée en 2023 à la station de DILLON avec un premier bilan 24 h effectué en Juin 2023	
		II-B-6 : Lister les substances dangereuses dont l'introduction dans les eaux souterraines est limitée ou interdite	NON	Non concerné	
		II-B-7 : Poursuivre la recherche des substances toxiques	Non	Non concerné	
		II-B-8 : Poursuivre le suivi des rejets industriels	Oui	Actuellement le système d'assainissement de DILLON ne fait l'objet d'aucune convention de rejet avec un industriel. A noter que le Diagnostic RSDE pourra permettre potentiellement d'identifier et d'éliminer des rejets non autorisés d'industriels dans le réseau de collecte.	
		II-B-9 : Réduire l'usage de produits phytosanitaires et des biocides employés hors agriculture	NON	Non concerné	
		II-B-10 : Poursuivre activement la recherche pour la décontamination de la chlordécone dans les milieux	NON	Non concerné	
	II-C. AMÉLIORER LES PRATIQUES AGRICOLES	II-C-1 : Réglementer les usages de pesticides dans les bassins versants présentant un risque avéré	NON	Non concerné	
		II-C-2 : Renforcer la mise en place des plans d'actions pollution diffuse, prioritairement dans les zones d'alimentation des captages	NON	Non concerné	





		II-C-3 : Mettre en place les mesures agroenvironnementales (MAE) sur les aires d'alimentation de captage	NON	Non concerné	
		II-C-4 : Promouvoir les outils de contractualisation et de certification	NON	Non concerné	
		Disposition II-C-5 : Accompagner la filière agriculture biologique	NON	Non concerné	
		Disposition II-C-6 : Structurer la filière de l'agroécologie	NON	Non concerné	
		Disposition II-C-7 : Pérenniser les filières de collecte, traitement et d'élimination des effluents post-récolte	NON	Non concerné	
		Disposition II-C-8 : Poursuivre et accompagner la mise aux normes des petits bâtiments d'élevage	NON	Non concerné	
		Disposition II-C-9 : Encourager et soutenir les acteurs du monde agricole dans une utilisation durable des terres agricoles	NON	Non concerné	
	II-D. LUTTER CONTRE L'ÉROSION	II-D-1 : Sensibiliser le monde agricole et forestier à la problématique de l'érosion des sols	NON	Non concerné	
		II-D-2 : Engager les acteurs de l'aménagement, y compris le Public, à lutter contre le phénomène de ruissellement des eaux et contre l'érosion des sols	NON	Non concerné	
		II-D-3 : Accompagner l'aménagement des parcelles agricoles pour lutter contre l'érosion	NON	Non concerné	
OF 3 : PROTÉGER ET RESTAURER LES MILIEUX AQUATIQUES REMARQUABLES	III-A. Gérer durablement les cours d'eau et leur continuité	III-A-1 : Mettre en œuvre des plans de gestion et d'entretien raisonné des cours d'eau, permettant de concilier objectifs hydrauliques et environnementaux	NON	Non concerné	










		III-A-2 : Réaliser les études préalables à la mise à jour de la liste de définition des réservoirs biologiques	NON	Non concerné	
		III-A-3 : Actualiser la liste des cours d'eau définis en tant que réservoirs biologiques	NON	Non concerné	
		III-A-4 : Préserver et rétablir la continuité écologique des cours d'eau	oui	Les valeurs seuils pour le rejet ont été déterminées en prenant en compte le module moyen ainsi que la QMNA5 tout en faisant un compromis avec les performances atteignables par la station.	
		III-A-5 : Prendre en compte les impacts d'un projet d'aménagement sur l'eau et prévoir des mesures pour éviter, réduire, compenser ces impacts	oui	Le présent DAEU fait l'objet de mesures ERC	
		III-A-6. Faire émerger des projets sur les bassins versants de restauration des zones naturelles d'expansion de crues (ZEC)	NON	Non concerné	
		III-A-7. Limiter la consommation d'espaces naturels et tendre vers le « zéro artificialisation nette »	NON	Non concerné	
	III-B. PRÉSERVER LE MILIEU MARIN	III-B-1 : Préserver les herbiers de phanérogames marines et les massifs coralliens	OUI	L'ensemble de la zone côtière où se rejettent les effluents de la station correspond à une zone qui présente des enjeux environnementaux et sanitaires. Les valeurs seuils à ne pas dépasser pour le rejet de la STEU de DILLON ont été déterminées en adéquation avec la capacité du milieu naturel récepteur (la rivière Monsieur) à accepter le rejet.	
		Disposition III-B-2 : Organiser les mouillages pour préserver les fonds marins	NON	Non concerné	
		III-B-3 : Mettre en place des Plans d'Actions sur les zones de baignade	NON	Non concernée : La zone de baignade la plus proche est à 2 km (qualité bonne).	














		III-B-4 : Diagnostiquer les flux de matières dangereuses et les dispositifs de collecte en zone portuaire	NON	Non concerné	
		III-B-5 : Mettre en place des filières de récupération et de traitement des eaux noires et grises en zones portuaires	NON	Non concerné	
		III-B-6 : Contraindre les rejets en mer de sédiments marins pollués	NON	Non concerné	
		III-B-7 : Développer une filière de gestion des boues de dragage portuaire	NON	Non concerné	
	III-C. PROTÉGER LES MANGROVES ET LES ZONES HUMIDES	III-C-1 : Intégrer la protection des zones humides dans les différents plans et schémas d'aménagement	NON	Non concerné	
		III-C-2 : Préserver les zones humides ayant un intérêt environnemental particulier (ZHIEP)	OUI	<p>L'inventaire des zones humides 2020 fait apparaître une zone humide classée ZHIEP à proximité immédiate de la STEU et de son point de rejet.</p> <p>Cette ZHIEP est soumise à de fortes pressions anthropiques. Ce secteur correspond à une végétation typique de mangrove boisée à différents stades. Malgré les pressions recensées, elle conserve un intérêt compte tenu des services écologiques rendus (épuration, drainage, lutte antiérosive, nurserie pour la faune aquatique).</p>	

				<p>Les valeurs seuils à ne pas dépasser pour le rejet de la STEU de DILLON ont été déterminées en adéquation avec la capacité du milieu naturel récepteur (la rivière Monsieur) à accepter le rejet.</p> <p>L'impact sur le milieu naturel récepteur est quant à lui difficilement interprétable au regard des pressions voisines et des capacités de dilution difficilement appréciables.</p> <p>L'élaboration du présent DAEU a pour objet de régulariser l'exploitation de la STEU. De plus, des études et actions sont à venir dans le cadre du marché d'études initié par le Maître d'ouvrage et s'inscrivent dans une dynamique de mise en conformité des ouvrages d'assainissement. Les différents diagnostics et programmes d'étude émanant de ce marché sont autant de leviers qui permettront de poursuivre la mise en conformité des rejets de la station vers le milieu naturel.</p> <p>Enfin il est prévu des moyens de surveillance et de suivi renforcé du milieu récepteur dans le présent DAEU.</p>	
		III-C-3 : Encadrer strictement les travaux sur les zones humides	NON	<p>Non concernée : La STEU s'implante en dehors de tout périmètre de zones humides (ZHIEP notamment).</p>	
		III-C-4 : Restaurer et gérer les zones humides et mangroves dégradées	NON	<p>Non concerné : aucune mesure de compensation de cet ordre n'est prévue. En revanche, il est proposé des moyens de surveillance et de suivi renforcé du milieu récepteur dans le présent DAEU.</p>	

		III-C-5 : Mettre en place une politique foncière de sauvegarde des zones humides et des mangroves	NON	Non concerné	
		III-C-6 : Bancariser et homogénéiser les données et inventaires réalisés sur les zones humides	NON	Non concerné	
	III-D. FAVORISER LA GESTION CONCERTÉE ET LA BONNE GOUVERNANCE	III-D-1 : Favoriser l'organisation de maîtrise d'ouvrage à une échelle cohérente	NON	Non concerné	
		III-D-2 : Développer les outils de gestion intégrée des milieux aquatiques	NON	Non concerné	
		III-D-3 : Créer une cellule d'animation et d'assistance à la gestion des milieux aquatiques	NON	Non concerné	
		III-D-4 : Intégrer les espaces naturels dans l'élaboration/révision des documents d'urbanisme	NON	Non concerné	
		III-D-5 : Poursuivre la mise en place d'aires marines protégées	NON	Non concerné	
		III-D-6 : Intégrer un volet "incidence sur le milieu marin" dans les dossiers réglementaires	OUI	Le présent DAEU propose une analyse qualitative de l'incidence sur le milieu marin en s'appuyant sur l'étude portée par le BRGM sur le thème du transport sédimentaire dans la baie de Fort-de-France et qui intègre des données courantologiques	
		III-D-7 : Intégrer une clause environnementale dans les demandes d'Autorisation d'Occupation Temporaire	NON	Non concerné	

OF 4 : CONNAÎTRE POUR MIEUX GÉRER L'EAU ET AGIR SUR LES COMPORTEMENTS	IV-A. MIEUX CONNAITRE LE FONCTIONNEMENT DES MILIEUX AQUATIQUES	III-D-8 : Instaurer une obligation de suivi à long terme pour les projets à forts enjeux environnementaux	OUI	La station de DILLON et son réseau de collecte font l'objet d'un suivi réglementaire en continu	
		III-D-10 : Élaborer le Plan Départemental pour la Protection des milieux aquatiques et la Gestion des ressources piscicoles (PDPG)	NON	Non concerné	
		IV-A-1 : Soutenir la coopération interrégionale dans la Caraïbe dans le domaine de l'eau	NON	Non concerné	
		IV-A-2 : Maintenir et développer les réseaux de mesures ainsi que les indicateurs propices à la surveillance des milieux aquatiques marins (dont la DCE)	NON	A noter qu'il est proposé des moyens de surveillance et de suivi renforcé du milieu naturel récepteur dans le présent DAEU.	
		IV-A-3 : Actualiser le Schéma Directeur des Données sur l'Eau (SDDE)	NON	Non concerné	
		IV-A-4 : Acquérir et modéliser des données courantologiques	OUI	Le présent DAEU s'est appuyé sur l'étude portée par le BRGM sur le thème du transport sédimentaire dans la baie de Fort-de-France et qui intègre des données courantologiques	
		IV-A-5 : Actualiser et compléter la cartographie des biocénoses marines et des inventaires d'espèces	OUI	L'étude faune flore étudie les biocénoses benthiques au droit du projet et recense les espèces présentes au voisinage de la STEU de DILLON et dans la baie de Fort-de-France de façon générale	
		IV-A-6 : Renforcer la connaissance des aléas littoraux : érosion, submersion, tsunami, inondation et échouage de sargasses	NON	Non concerné	
		IV-A-7 : Identifier les territoires à risque important d'érosion et construire une stratégie locale de gestion du risque érosion sur ces territoires	NON	Non concerné	

		IV-A-8. Mieux connaître les impacts sur les milieux aquatiques liés au changement climatique et poursuivre la mise en oeuvre des plans d'actions et d'adaptation	OUI	Les données actuelles sur le milieu naturel permettent de faire une analyse quantitative de l'impact du rejet de la STEU de DILLON sur la rivière Monsieur. En ce qui concerne l'impact sur les milieux aquatiques, il est proposé dans le DAEU une approche qualitative de l'impact en s'appuyant notamment sur l'étude courantologique et sédimentaire portée par le BRGM dans la baie de Fort-de-France.	
		IV-A-9. Améliorer la connaissance de la contamination et des transferts des pesticides (chlordécone notamment) dans les milieux	NON	Non concerné	
		IV-A-10. Étudier l'impact globalisé de l'extraction de sédiments sur le milieu marin à l'échelle de la Martinique	NON	Non concerné	
		IV-A-11. Étudier l'impact des radeaux de sargasses sur la qualité de l'eau et l'état de santé des écosystèmes littoraux	NON	Non concerné	
	IV-B. ... POUR DÉVELOPPER DES PRATIQUES INNOVANTES OU PLUS DURABLES	IV-B-1 : Identifier les techniques et pratiques économes en eau et les moins polluantes lors de nouveaux projets d'aménagements	NON	Non concerné	😊
		IV-B-2 : Développer des techniques de récupération d'eaux pluviales, eaux usées traitées et eaux de process	NON	Non concerné	😊
		IV-B-3 : Encourager les entreprises et industriels et les collectivités à une meilleure prise en compte environnementale de leurs activités	OUI	Des mesures spécifiques de protection de l'environnement seront imposées aux entreprises travaux en cas d'éventuels travaux de réhabilitation.	😊
		IV-B-4 : Définir des procédés d'assainissement non collectif adaptés aux contraintes locales du territoire et aux objectifs de bon état	NON	Non concerné	😊
		IV-B-5 : Interdire le lavage des véhicules au niveau des passages à gué et aux abords des rivières, des sources et de tout point d'eau	NON	Non concerné	😊

		IV-B-6 : Développer des techniques de restauration des cours d'eau et ravines artificialisés	NON	Non concerné	
		IV-B-7 : Préparer la réouverture de la pêche en eau douce enmettant en place des conditions adaptées	NON	Non concerné	
		IV-B-8 : Réaliser un plan de lutte contre les espèces exotiques envahissantes	NON	Non concerné	
		IV-B-9. Inciter les évènements et les activités de loisirs en milieux aquatiques et marins à atteindre une empreinte carbone et/ou environnementale nulle	NON	Non concerné	
	IV-C. ... POUR MIEUX COMMUNIQUER ET AGIR EFFICACEMENT SUR LES COMPORTEMENTS	IV-C-1 : Mieux connaître le comportement du grand public pour une meilleure protection des milieux aquatiques et promouvoir l'économie de l'environnement auprès des décideurs	NON	Non concerné	
		IV-C-2 : Informer le grand public et faciliter son accès aux données et à la connaissance	NON	Non concerné	
		IV-C-3 : Améliorer la coordination des actions d'information, de communication et d'éducation du grand public	NON	Non concerné	
		IV-C-4 : Développer des formations initiales et professionnelles locales dans le domaine de l'eau	NON	Non concerné	
		IV-C-5 : Développer des actions d'éducation à l'environnement dans les établissements scolaires	NON	Non concerné	
		IV-C-6 : Informer et sensibiliser sur la fonctionnalité et la fragilité des fonds marins	NON	Non concerné	
		IV-C-7 Informer et sensibiliser sur la fonctionnalité et la fragilité des milieux aquatiques continentaux : Zones Humides, sources, ripisylves	NON		



## 14. COMPATIBILITE AVEC LE PGRI DE MARTINIQUE

Un Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) a pour objet de donner une vision stratégique des actions à conjuguer pour réduire les conséquences négatives des inondations sur un territoire donné, en orchestrant à l'échelle de chaque grand bassin les différentes composantes de la gestion des risques d'inondations.

Le **PGRI de la Martinique**, approuvé par arrêté préfectoral le **30 novembre 2015**, définit **5 objectifs stratégiques** :

- Objectif stratégique n°1 : Développer des gouvernances adaptées au territoire, structurées et pérennes, aptes à porter des stratégies locales et les programmes d'action,
- Objectif stratégique n°2 : Améliorer la connaissance et bâtir une culture du risque d'inondation,
- Objectif stratégique n°3 : Aménager durablement les territoires, réduire la vulnérabilité des enjeux exposés,
- Objectif stratégique n°4 : Se préparer à la crise et favoriser le retour à une situation normale des territoires impactés,
- Objectif stratégique n°5 : Favoriser la maîtrise des écoulements, en cohérence avec la préservation des milieux aquatiques.

Un seul territoire à risque important d'inondation (TRI) a été arrêté par le Préfet de la Martinique le 4 janvier 2013. Il s'agit du **TRI Lamentin / Fort-de-France** qui **concerne notamment la zone d'implantation de la STEU de Dillon**.

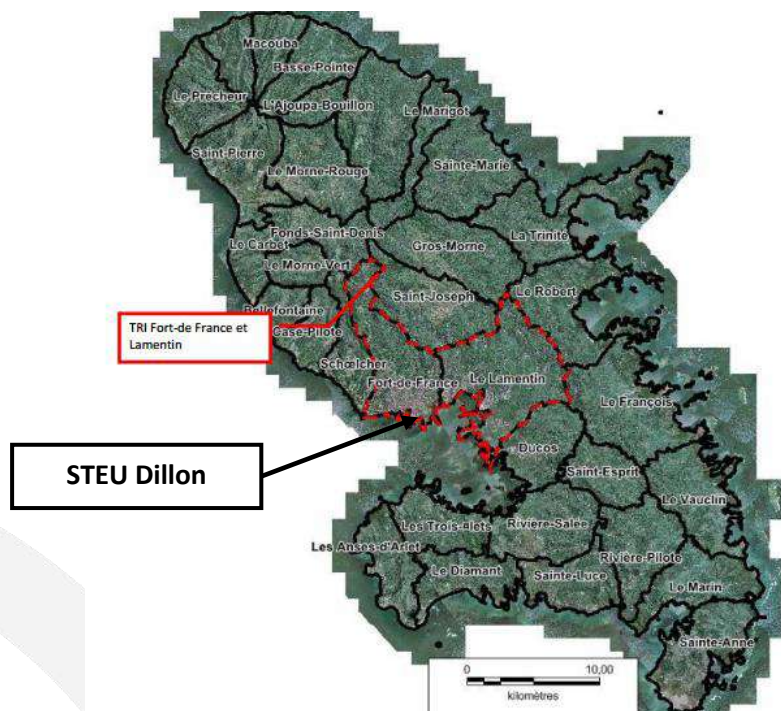


Figure 5 : Carte du district hydrographique délimitant les territoires à risque important d'inondation (Source : PGRI DEAL, Octobre 2015)



Objectif stratégique	Compatibilité du projet
<b>Objectif stratégique 3 : Aménager durablement les territoires, réduire la vulnérabilité des enjeux exposés</b>	
<b>Disposition III-1 : « Respecter les principes de prévention du risque dans l'aménagement du territoire »</b> <i>« Lorsque les constructions sont possibles, l'adaptation au risque de toutes les nouvelles constructions en zone inondable »</i>	La STEU Dillon <b>n'aggrave pas</b> le risque inondation.
<b>Objectif stratégique 5 : Favoriser la maîtrise des écoulements, en cohérence avec la préservation des milieux aquatiques</b>	
<b>Disposition V-19 : « Prendre en compte les impacts d'un projet d'aménagement sur l'eau et prévoir des mesures compensatoires »</b> <i>« Toute demande d'autorisation et toute déclaration d'un projet d'aménagement doit intégrer la prise en compte de l'ensemble de ses impacts sur l'eau à l'échelle du bassin versant concerné, en respectant le schéma d'assainissement des eaux pluviales, s'il existe. »</i>	Ce dossier présente l'ensemble des <b>impacts</b> de la STEU Dillon sur le milieu naturel. Aucune mesure compensatoire n'y est cependant associée.



### Ce qu'il faut retenir...

*La STEU Dillon est compatible avec les orientations du PGRI.*

## 15. COMPATIBILITE AVEC LE PPRN FORT-DE-FRANCE

Les aléas et enjeux du PPRN 2013 de Fort-de-France sont décrits dans le chapitre « Risques naturels ».

La cartographie ci-après détaille le zonage réglementaire qui en découle :

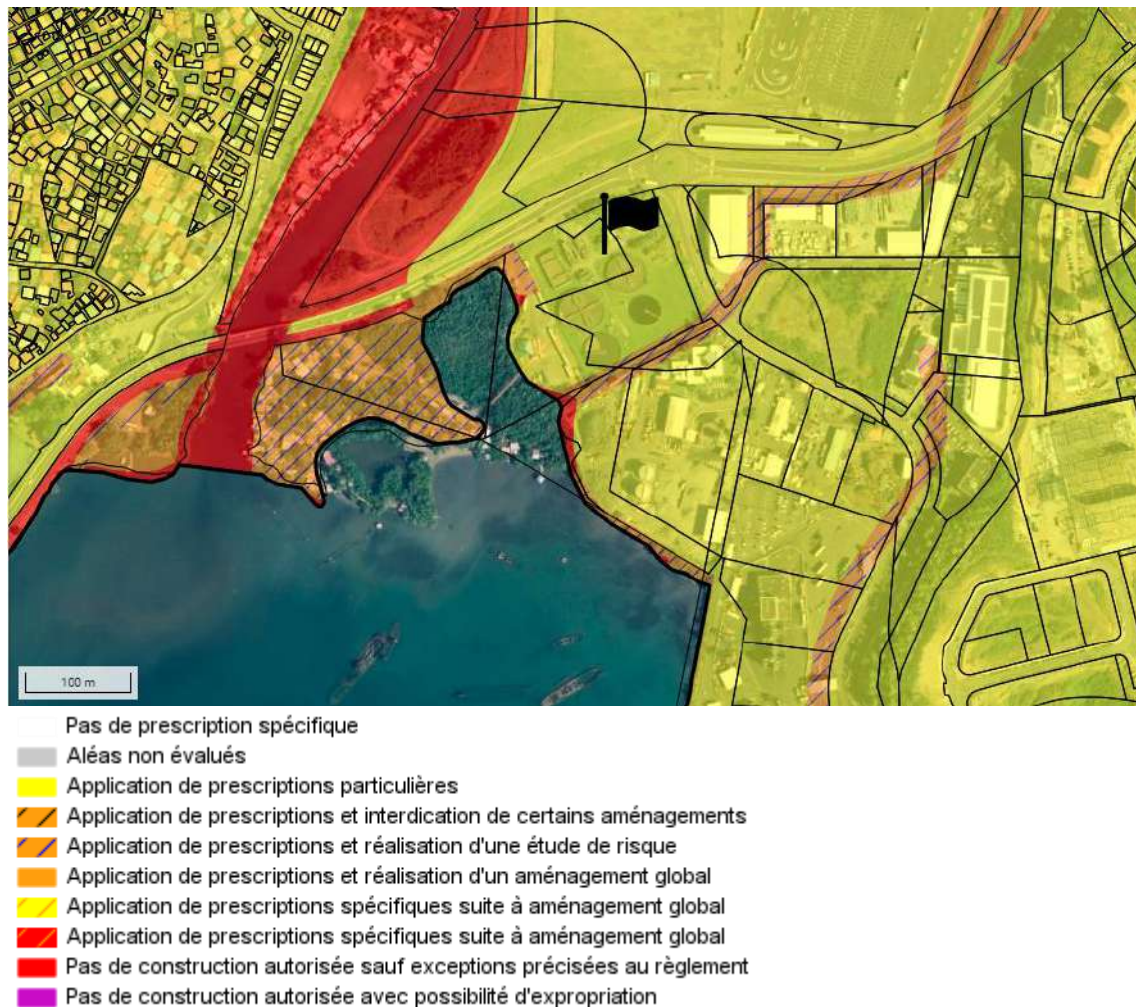


Figure 6 : Localisation de la STEU de Dillon vis-à-vis du zonage réglementaire du PPRN de Fort-de-France (Source : [pprn972.fr](http://pprn972.fr))

	Aléa majeur	Aléa fort	Aléa moyen	Aléa moyen spécifique (inondation uniquement)	Aléa faible (mouvement de terrain uniquement)
Enjeux forts existants	Pas de construction autorisée. Possibilité d'expropriation.  ZONE VIOLETTE	Application de prescriptions et réalisation d'une étude de risque.  ZONE ORANGE BLEUE	Application de prescriptions particulières.  ZONE JAUNE	Application de prescriptions particulières.  ZONE JAUNE	Application de prescriptions particulières.  ZONE JAUNE
Enjeux forts futurs	Pas de construction autorisée. Possibilité d'expropriation.  ZONE VIOLETTE	Application de prescriptions et réalisation d'un Aménagement global.  ZONE ORANGE	Application de prescriptions particulières.  ZONE JAUNE	Application de prescriptions particulières.  ZONE JAUNE	Application de prescriptions particulières.  ZONE JAUNE
Enjeux modérés	Pas de construction autorisée. Possibilité d'expropriation.  ZONE VIOLETTE	Pas de construction autorisée sauf exceptions précisée au règlement.  ZONE ROUGE	Application de prescriptions particulières.  ZONE JAUNE	Application de prescriptions particulières.  ZONE JAUNE	Application de prescriptions particulières.  ZONE JAUNE

	Zone de liquéfaction Aléa moyen et fort	Proximité immédiate de faille supposée active	Tsunami	Volcanisme Aléa fort
Enjeux forts existants	Application de prescriptions particulières.  ZONE JAUNE	Application de prescriptions particulières.  ZONE JAUNE	Application de prescriptions particulières.  ZONE JAUNE	ZONE BLANCHE
Enjeux forts futurs	Application de prescriptions particulières.  ZONE JAUNE	Application de prescriptions particulières.  ZONE JAUNE	Application de prescriptions particulières.  ZONE JAUNE	ZONE ORANGE ET NOIRE
Enjeux modérés	Application de prescriptions particulières.  ZONE JAUNE	Application de prescriptions particulières.  ZONE JAUNE	Application de prescriptions particulières.  ZONE JAUNE	ZONE ORANGE ET NOIRE

- **Vis-à-vis de l'aléa mouvement de terrain**, les opérations de réhabilitation, mises aux normes et mises en sécurités des bâtiments ou infrastructures existants sont autorisées sans prescriptions particulières.
- **Vis-à-vis de l'aléa séisme**, un inventaire des stations d'épuration devra être entrepris. Cet inventaire indiquera notamment la classe retenue pour toutes les installations répertoriées, en motivant ce choix. Il devra être validé en préfecture. Sismique : pour les installations inscrites en «risque spécial» et en «risque normal» de catégorie d'importance III et IV, un diagnostic des stations est à entreprendre dans ce même délai, afin de connaître leur résistance aux efforts sismiques. Si les installations s'avèrent défaillantes, des travaux de confortement sont à réaliser. Il est recommandé de réaliser au préalable un pré diagnostic, les travaux devront s'en suivre en fonction des disponibilités financières mises en place.
- **Vis-à-vis de l'aléa liquéfaction**, les opérations de réhabilitations et extensions de constructions (autres que bâtiments de catégorie d'importance IV et lignes électriques et télécommunication) sont autorisées dans le respect des règles parasismiques en vigueur et des préconisations d'une étude géotechnique obligatoire.
- **Vis-à-vis de l'aléa submersion marine**, les travaux sur les infrastructures publiques (voirie, réseaux divers, captages...) et les constructions nécessaires au fonctionnement des services publics (catégorie 4) sont autorisées sous 3 conditions :
  - le parti retenu parmi les différentes solutions présentera le meilleur compromis technique, économique et environnemental ;
  - sous réserve de réaliser une étude hydraulique prouvant la non aggravation du risque et l'absence de création de nouveau risque ;

- toutes les mesures de limitation du risque économiquement envisageables seront prises.



### Ce qu'il faut retenir...

*La STEU de Dillon est concernée :*

- *Par l'aléa submersion marine centennale sur son secteur ouest*
- *Par l'aléa tsunami fort sur son secteur ouest*
- *Par l'aléa mouvement de terrain faible à nul*
- *Par l'aléa liquéfaction des sols fort en majeure partie.*

*La STEU de Dillon se situe en zone réglementaire jaune impliquant l'application de prescriptions particulières. La STEU en exploitation depuis 1989 correspond à une infrastructure d'intérêt public existante et reste globalement compatible avec les prescriptions du zonage réglementaire du PPRN.*



## 16. COMPATIBILITE AVEC LE CONTRAT DE BAIE

Le Contrat de Baie de Fort-de-France et de son bassin versant a pour objectif de mettre en œuvre une politique de gestion durable de l'eau sur la baie de Fort-de-France et l'ensemble de son bassin versant ; et plus généralement une démarche de développement durable visant à l'amélioration des milieux sur l'aire du contrat, en participant à l'aménagement du territoire, visant ainsi à faire cohabiter et se développer les activités économiques telles que le tourisme, la pêche, l'agriculture, l'industrie et les activités récréatives.

L'aire considérée est définie par une baie de 70 km<sup>2</sup> (environ 100 km de côte entre Schœlcher au Nord et Cap Salomon au Sud). Le bassin versant hydrographique de la baie de Fort-de-France a une superficie de 345 km<sup>2</sup>, soit près du tiers de la surface de la Martinique. Il recouvre le territoire complet ou partiel de 16 communes. La population des communes concernées est proche de 290 000 habitants, soit près de 75% de la population totale de l'île.

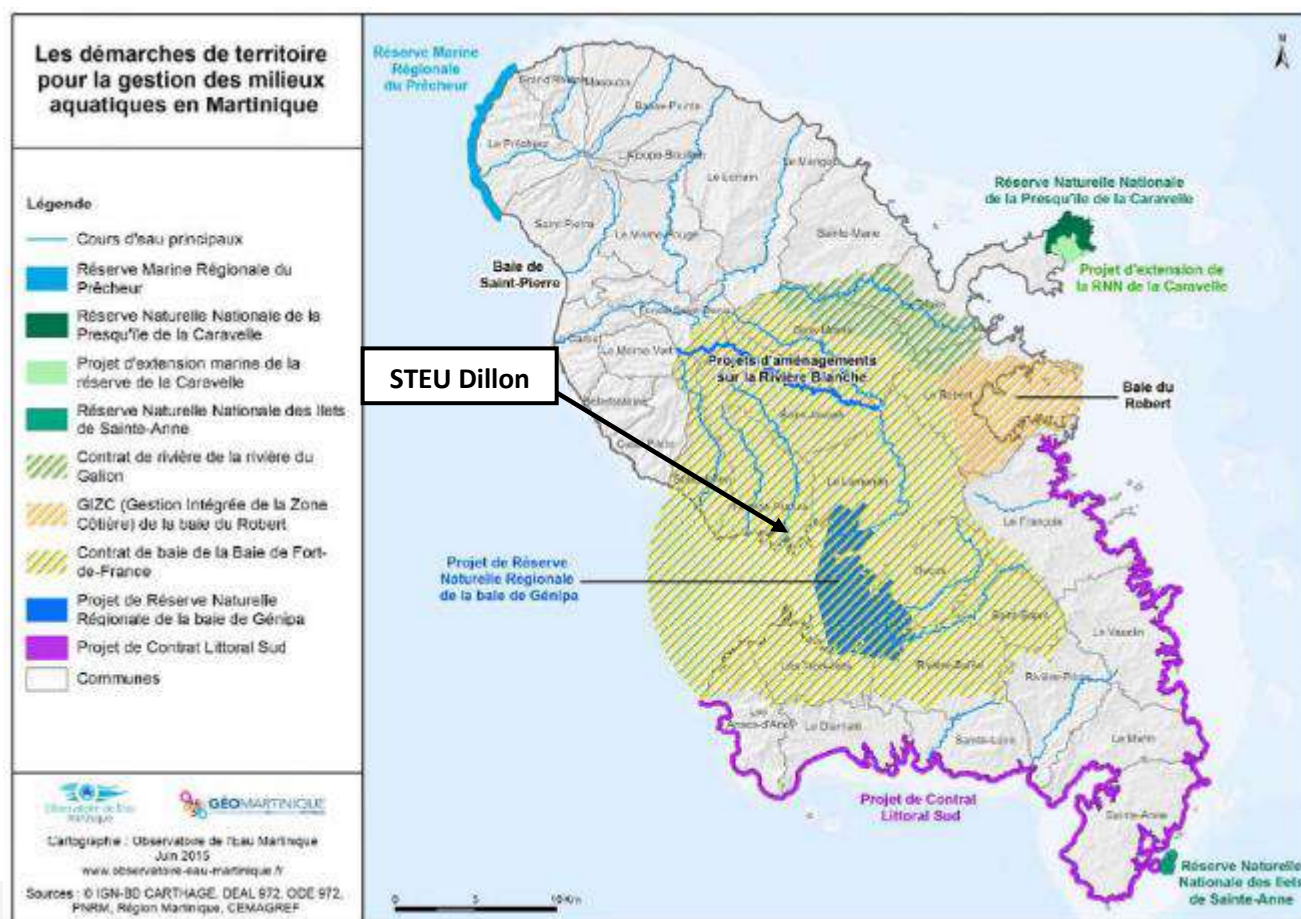


Figure 7 : Démarches de territoire pour la gestion des milieux aquatiques en Martinique

La Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM) est la structure porteuse de ce contrat qui a été signé le **07 mai 2010** pour une **durée de 5 ans**. Ce **1er Contrat de la Baie de Fort-de-France et de son bassin versant** a été signé le 7 mai 2010 pour une durée initiale de 5 ans. Après une prolongation de 2 année supplémentaire, il s'est achevé en mai 2017. **Il ne constitue pas une contrainte réglementaire pour le projet**, mais apparaît comme un témoin d'enjeux et d'attention portée par les acteurs de la baie sur des milieux aquatiques à préserver.

Les cinq enjeux retenus dans le Contrat de Baie de Fort-de-France sont :

- Enjeu A : l'hyversédimentation, l'envasement de la baie et l'état des récifs coralliens ;
- Enjeu B : la contamination des milieux littoraux par différents micropolluants métalliques et organiques ;
- Enjeu C : la contamination bactérienne des eaux destinées à la baignade et aux loisirs nautiques ;
- Enjeu D : l'enrichissement trophique des eaux littorales ;
- Enjeu E : la qualité écologique et chimique des cours d'eau du bassin versant de la baie de Fort-de-France ;

Ces enjeux sont déclinés en objectifs et principes d'actions de priorité relative :

**Tableau 15 : Enjeux du contrat de Baie de Fort-de-France (Source : CACEM)**

Enjeu	Objectifs du contrat	
<b>A - Hyversédimentation, envasement de la baie et état des récifs coralliens</b>	Objectif A1	Préserver la biodiversité et les fonctionnalités des milieux marins
	Objectif A2	Participer à l'atteinte du bon état écologique des masses d'eau côtières
<b>B - Qualité des eaux littorales au regard des micropolluants</b>	Objectif B1	Atteinte du bon état chimique des masses d'eau côtières et de transition (respect des Normes de Qualité Environnementale de la DCE)
<b>C - Qualité bactériologique des eaux de la baie</b>	Objectif C1	Atteindre 100% des sites de baignade en qualité « excellente » à l'échéance du contrat
	Objectif C2	Améliorer ou maintenir la qualité bactériologique des eaux de la baie
<b>D - Niveau trophique de la baie</b>	Viser des concentrations en nutriments dans les eaux de la baie de :	
	- 1 µmole/l pour les différentes formes azotées	
	- 0,1 µmole/l pour le phosphore	
<b>E - Qualité écologique et chimique des cours d'eau</b>	Objectif D2	Réduire les flux d'azote et de phosphore déversés dans la baie
	Objectif E1	Participer à l'atteinte du bon état écologique des eaux
	Objectif E2	Atteinte du bon état chimique des eaux
	Objectif E3	Pour les eaux brutes et les eaux non destinées à l'AEP : - valeur limite de 2 µg/l par molécule
		- valeur limite de 3 µg/l pour l'ensemble des molécules
		Pour l'eau du robinet : - valeur limite de 0,1 µg/l par molécule - valeur limite de 0,5 µg/l pour l'ensemble des molécules

Tableau 16 : Moyens, principes d'action et priorités du Contrat de Baie (Source : CACEM)

Enjeu	Moyens / Principes d'action	Priorité
<b>A - Hypersédimentation, envasement de la baie et état des récifs coralliens</b>	Améliorer la connaissance et le suivi de l'état de santé des coraux	1
	Améliorer la connaissance et le suivi des phénomènes d'érosion et de transport solide	2
	Améliorer la connaissance sur la dynamique sédimentaire de la baie de Fort-de-France	2
	Améliorer la gestion des eaux pluviales en zones urbaines	1
	Gérer de manière durable les rivières et les ravines	2
	Limitier les phénomènes de ruissellement et d'érosion et les transferts de sédiments (espace rural et agricole)	1
	Préserver les couverts végétaux en zone littorale	1
	Améliorer le curage et la gestion des sédiments marins	1
<b>B - Qualité des eaux littorales au regard des micropolluants</b>	Améliorer la connaissance et le suivi de la contamination des milieux marins par les micropolluants	1
	Améliorer la connaissance sur la dynamique sédimentaire de la baie de Fort-de-France	2
	Améliorer la connaissance sur les sources de micropolluants	1
	Améliorer la gestion des eaux pluviales en zones urbaines	1
	Réduire les rejets issus des activités industrielles, artisanales et portuaires	2
	Réduire les pollutions phytosanitaires agricoles et non agricoles	1
<b>C - Qualité bactériologique des eaux de la baie</b>	Améliorer la connaissance des systèmes d'assainissement	1
	Améliorer la collecte et le transfert des eaux usées	1
	Fiabiliser le fonctionnement des postes de relevage	1
	Contrôler et mettre en conformité l'assainissement autonome	2
	Améliorer le fonctionnement des stations d'épuration	2
	Limitier les pollutions liées aux activités de plaisance	3
<b>D - Niveau trophique de la baie</b>	Améliorer la connaissance des systèmes d'assainissement	1
	Améliorer la collecte et le transfert des eaux usées	1
	Améliorer les performances de l'assainissement autonome	2
	Améliorer le fonctionnement des stations d'épuration	2
<b>E - Qualité écologique et chimique des cours d'eau</b>	Améliorer la connaissance et le suivi de l'état écologique des cours d'eau	2
	Améliorer la gestion des cours d'eau	1
	Assurer la continuité écologique des cours d'eau	1
	Réduire les pollutions liées à l'assainissement domestique	2
	Réduire les pollutions phytosanitaires agricoles et non agricoles	2

Lors du Comité de Baie de février 2017, les membres présents se sont prononcés à l'unanimité en faveur d'un renouvellement du contrat de baie. Au regard des pressions continuant de s'exercer sur la Baie de Fort-de-France et de la volonté des acteurs de poursuivre la dynamique engagée, la CACEM a ainsi souhaité porter un second Contrat de Baie : le contrat de la Grande Baie (2021-2026).

Le Contrat de la Grande Baie ou Contrat de Baie 2021-2026 est centré sur 3 enjeux :

○ **La reconquête et la maîtrise de la qualité des eaux :**

Les objectifs liés à cet enjeu concernent l'adoption d'une stratégie à moyen/long termes de gestion des eaux usées, l'amélioration de la qualité des eaux et l'évaluation des systèmes d'assainissement ;

○ **La préservation et la restauration des écosystèmes :**

Les actions menées visent à lutter contre l'érosion des sols, définir une stratégie de gestion des écosystèmes et préserver et développer la biodiversité.

○ **La communication auprès des usagers :**

Ce dernier point vise à mieux partager les connaissances acquises sur la thématique pour davantage sensibiliser et valoriser la baie et son environnement. Il s'agit de « faire vivre » le contrat aux travers de diverses actions de communication.



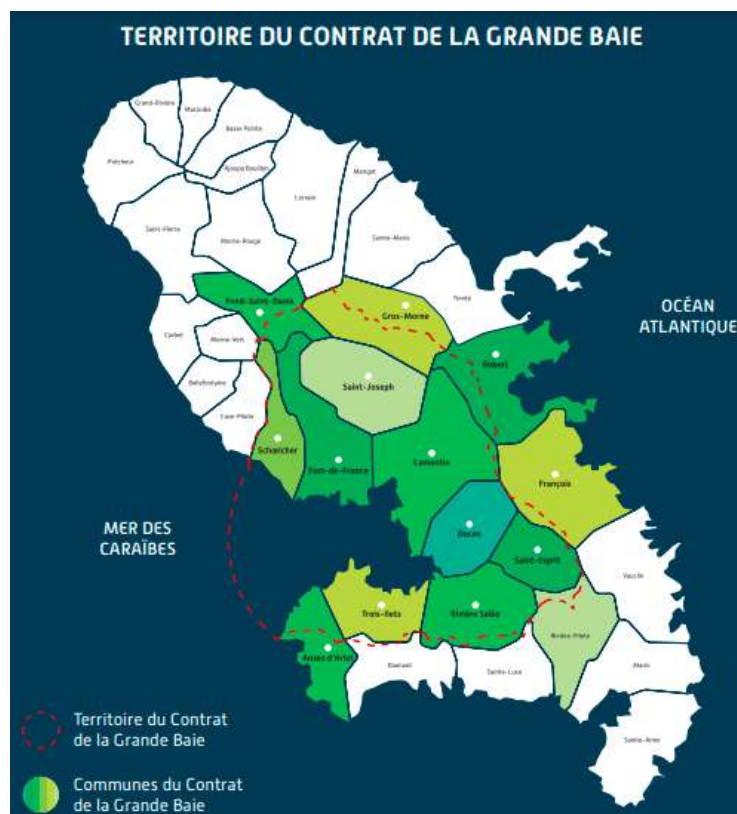


Figure 8 : Territoire du contrat de la Grande Baie (Source : CACEM)



Figure 9 : Le Contrat de Grande Baie en chiffres (Source : CACEM)

## Ce qu'il faut retenir...

La STEU de Dillon est intégrée au périmètre du Contrat de baie de Fort-de-France ainsi qu'à celui du Contrat de Grande Baie ayant tous deux pour objectif de reconquérir la qualité des eaux et des écosystèmes de la baie de Fort-de-France et de son bassin versant. Au regard des mesures d'autosurveillance mises en œuvre et des propositions de moyens de surveillance et de suivi, la STEU de Dillon répond aux objectifs du 1er contrat de Baie Fort-de-France et suit cette dynamique vis-à-vis du second contrat de Baie.

## 17. COMPATIBILITE AVEC LE PARC NATUREL MARIN DE LA MARTINIQUE (PNMM)

Le plan de gestion du Parc Naturel Marin de la Martinique se décline en 20 finalités regroupées autour de 8 enjeux.

Parmi ces 8 enjeux et 20 finalités, le présent DEAU apporte des éléments de réponses vis-à-vis de **3 finalités** identifiées comme étant directement liées aux systèmes d'assainissement de DILLON. Ces trois finalités sont précisées via les 3 figures ci-après.

Enjeu 6 : Un bon état de l'eau et des sédiments	
Finalité 12 : Atteindre un bon état écologique des masses d'eau marines	
Sous-finalité	Niveaux d'exigence
Garantir des paramètres physico-chimiques favorables au bon fonctionnement des écosystèmes marins	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'état physico-chimique de l'ensemble des eaux marines est bon à minima.</li> <li>- Dans les secteurs à enjeux prioritaires pour les biocénoses, le très bon état est atteint.</li> </ul>
Garantir une quantité de phytoplancton compatible avec l'équilibre des écosystèmes et du milieu	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La quantité de phytoplancton est compatible avec l'équilibre des écosystèmes et du milieu.</li> <li>- Le risque d'eutrophisation est maîtrisé.</li> </ul>
Rendre les apports des bassins versants compatibles avec le bon fonctionnement des écosystèmes marins	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le bon état physico-chimique de l'ensemble des masses d'eau terrestres est maintenu ou atteint.</li> <li>- Les apports ponctuels, mais intenses, générés lors d'événements pluvieux (charge organique, matières en suspension) sont fortement réduits.</li> </ul>
Principes d'action (non exhaustif)	
Connaissance	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Poursuivre le développement d'indicateurs d'état des masses d'eau, adaptés au contexte tropical (en collaboration avec la Guadeloupe, la Guyane...)</li> <li>- Mener des campagnes de suivi des masses d'eau côtières complémentaires du suivi DCE (voire mettre en place un réseau)</li> <li>- Mener des campagnes de caractérisation de la colonne d'eau au large</li> <li>- Développer un modèle hydrodynamique des masses d'eau côtières</li> </ul>
Protection et accompagnement	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réguler les apports issus des activités marines : aquacultures, eaux grises et noires des marinas et zones de mouillage</li> <li>- Mettre en place des chartes de type « ports propres »</li> <li>- Réduire les pressions d'origine terrestre : pratiques agricoles, assainissement des eaux usées, gestion des eaux pluviales, aménagements, chantiers BTP...</li> <li>- Contribuer à la préservation des mangroves, plus généralement des zones humides, et à leur restauration</li> <li>- Contribuer à une gestion active des sargasses, respectueuse de l'environnement</li> </ul>
Sensibilisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser les professionnels de la mer</li> <li>- Sensibiliser les plaisanciers aux bonnes pratiques en matière de gestion de leurs eaux grises et noires</li> <li>- Sensibiliser le grand public au lien terre-mer</li> </ul>
Partenaires pressentis (non exhaustif)	
→ Organisations professionnelles, gestionnaires de ports, Office de l'Eau (SDAGE), Contrats de milieux, Collectivités territoriales, gestionnaire de milieux, entreprises, associations et collectifs, Université, Ifremer, État, DEAL, Police de l'eau et de l'environnement	

Figure 10 : Finalité 12 de l'enjeu 6 du plan de gestion du PNM

Enjeu 6 : Un bon état de l'eau et des sédiments	
Finalité 14 : Atteindre un bon état sanitaire des masses d'eau marines	
Sous-finalité	Niveaux d'exigence
Garantir une qualité sanitaire compatible avec la santé des espèces marines	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Il n'y a pas de perturbation et/ou de pathologie des espèces marines.</li> </ul>
Maintenir une qualité sanitaire des eaux marines compatible avec les usages	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le risque de contamination des espèces halieutiques, qui les rendrait impropres à la consommation, est maîtrisé.</li> </ul>
Atteindre et maintenir la bonne qualité de l'ensemble des sites de baignade	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % des sites de baignade sont d'excellente qualité.</li> </ul>
Principes d'action (non exhaustif)	
Connaissance	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Effectuer des suivis bactériologiques dans les zones à enjeux (massifs coralliens, espèces sensibles sédentaires...)</li> <li>- Évaluer l'impact des rejets issus des installations de traitement d'eau usées, ainsi que des zones de mouillage, sur les espèces marines (en particulier, les espèces coralliennes, les tortues...)</li> <li>- Identifier la cause de la fibropapillomatose chez les tortues</li> </ul>
Protection et accompagnement	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Contribuer à la réduction des rejets de stations de traitement d'eaux usées dans les zones à enjeux</li> <li>- Réglementer le mouillage des bateaux non équipés de cuves à eaux noires, dans les zones à enjeux</li> <li>- Accompagner la mise en place de mesures efficaces de gestion des eaux grises/noires dans les ZMO et les ports de plaisance situés à proximité de zones à enjeux</li> <li>- Soutenir la mise en place d'installations sanitaires sur les plages</li> <li>- Mettre en œuvre des actions prévues dans les profils de baignade</li> <li>- Contribuer à l'actualisation des profils de baignade (le cas échéant)</li> </ul>
Sensibilisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser les plaisanciers</li> </ul>
Partenaires pressentis (non exhaustif)	
Collectivités territoriales, gestionnaires de ports et de ZMO, ARS, DEAL, Office de l'Eau, Université des Antilles, entreprises, associations et collectifs, Police de l'eau et de l'environnement	

Figure 11 : Finalité 14 de l'enjeu 6 du plan de gestion du PNM

Enjeu 7 : Des habitats et des espèces en bonne santé	
Finalité 16 : Les habitats naturels sont protégés, restaurés et valorisés	
Sous-finalité	Niveaux d'exigence
Maintenir et améliorer l'intégrité physique et l'état de santé des habitats coralliens	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les surfaces des récifs coralliens (géomorphologie...) sont maintenues, voire restaurées.</li> <li>Le recouvrement par les coraux est augmenté.</li> <li>L'état fonctionnel des habitats est amélioré (indicateurs d'état).</li> </ul>
Maintenir et améliorer la vitalité et l'intégrité physique des herbiers de phanérogames	<ul style="list-style-type: none"> <li>La surface des herbiers est maintenue, voire restaurée.</li> <li>L'état fonctionnel des habitats est amélioré (indicateur d'état).</li> <li>Les secteurs prioritaires (à identifier) sont maintenus ou améliorés.</li> </ul>
Maintenir l'état de santé des mangroves	<ul style="list-style-type: none"> <li>La surface et le linéaire de côte occupés par les mangroves sont augmentés.</li> <li>Le bon état de conservation des mangroves est maintenu ou restauré.</li> <li>Les apports en eau douce sont maintenus au niveau des mangroves.</li> </ul>
Maintenir l'intégrité physique des habitats benthiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>La surface des habitats est maintenue voire restaurée.</li> <li>L'état fonctionnel est amélioré (indicateur d'état).</li> <li>L'intégrité physique des coraux profonds est maintenue.</li> </ul>
Maintenir la fonctionnalité des habitats pélagiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'état fonctionnel est amélioré (indicateur d'état) : maintien du niveau de la production primaire (diversité et abondance de biomasse phyto et zooplanctonique).</li> </ul>
Maintenir ou restaurer les habitats côtiers, plages, falaises, grottes et îlets	<ul style="list-style-type: none"> <li>La surface et le linéaire côtier des habitats sont maintenus voire restaurés.</li> <li>L'état fonctionnel est amélioré (indicateur d'état).</li> </ul>
Principes d'action (non exhaustif)	
Connaissance	<ul style="list-style-type: none"> <li>Accompagner et/ou mettre en place des suivis et acquisitions de connaissances sur les habitats, les espèces et la qualité des milieux, ainsi que sur les pressions qui s'y appliquent (usages, sargasses, pesticides...)</li> <li>Disposer d'une cartographie des écosystèmes suffisamment fine (type classement Unis adapté à la zone tropicale des Antilles)</li> <li>Améliorer les connaissances sur la valeur écosystémique des milieux marins et de la protection de l'environnement (cf. travaux de l'IFRECOR)</li> <li>Participer au développement de projets de sciences participatives (Obsenmer, Reef check...)</li> <li>Effectuer une veille environnementale sur l'ensemble des enjeux environnementaux</li> <li>Mener des études sur la côte Atlantique et au large (prospection sous-marine, enquêtes auprès des acteurs de la mer...)</li> </ul>
Protection et accompagnement	<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer la connaissance sur l'abondance et la diversité des communautés (planctoniques/transports larvaires/Courantologie)/ Élaborer un modèle conceptuel de fonctionnement du réseau trophique au sein du Parc pour le pélagique</li> <li>Améliorer la connaissance et le suivi des Espèces exotiques envahissantes (Indicateur de suivi de population des poissons lions (DSB)/ Indicateur de suivi de la surface colonisée par halophilea (DSB))</li> <li>Améliorer la connaissance et le suivi des maladies qui affectent les espèces marines</li> <li>Renforcer le réseau de zones de protection fortes partout où ces outils sont nécessaires (également en prenant en compte la stratégie nationale de protections fortes et le plan récifs)</li> <li>Adapter les usages aux enjeux environnementaux des habitats et espèces</li> <li>Participer aux échanges et à l'animation des réseaux d'acteurs à différentes échelles (Caraïbe et mondiale) : réseaux des Aires marines protégées, Ifreco, Reefcheck, Carspaw...</li> <li>Assurer l'efficacité et la cohérence des suivis sur les écosystèmes marins et des pressions associés (en partenariat avec les acteurs et gestionnaires)</li> <li>Accompagner les opérations de restauration des milieux et/ou espèces</li> <li>Renforcer la surveillance en mer et la lutte contre la délinquance environnementale</li> <li>Intégrer la dimension maritime dans les documents de planification à terre</li> </ul>
Sensibilisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Développer et animer un véritable réseau avec les aires marines de la Caraïbe et participer aux échanges internationaux : coopération régionale, lien avec AGOA, Aires marines / Échanges avec les populations sur la gestion des ressources (populations amérindiennes...) / Lobbying / Échanges de bonnes pratiques / Jumelages et partenariats autour des pratiques</li> <li>Constituer un réseau avec des partenariats solides dans le monde de la Recherche et des gestionnaires</li> <li>Organiser des temps forts pour la restitution des données scientifiques, le partage de la connaissance</li> <li>Favoriser les relations entre les patrimoines naturels et culturels avec des lieux et événements sur le territoire</li> </ul>
Partenaires pressentis (non exhaustif)	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Gestionnaires d'AMP (Parc naturel de Martinique...)</li> <li>Les collectivités, contrats de milieux, l'Office de l'Eau, le Conservatoire du littoral...</li> <li>Universités, Organismes de Recherches CRPMEM – cellule technique</li> <li>IFREMER...</li> <li>Services de l'État (DEAL, Direction de la Mer...)</li> <li>Membres du COLDEN</li> <li>Observatoires (Observatoire de l'eau, comité mangrove, observatoire martiniquais de la Biodiversité...)</li> <li>Réseaux caribéens et autres de gestionnaires et programmes de Recherche</li> <li>Acteurs de la sensibilisation et de la pédagogie (Associations, professionnels, Rectorat, corps enseignant, formateurs)</li> </ul>

Figure 12 : Finalité 16 de l'enjeu 7 du plan de gestion du PNM

Le tableau ci-après apporte des éléments de réponse concernant la compatibilité du système d'assainissement de DILLON (STEU + réseau de collecte) vis-à-vis des trois finalités concernant le présent DEAU



Tableau 17 : Conformité du système d'assainissement avec les enjeux et finalités du PNM

Enjeu	Intitulé de la finalité	Conformité du projet (système d'assainissement de DLLON)
6 : Un bon état de l'eau et des sédiments	12 : Atteindre un bon état écologique des masses d'eau marines	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Dans les mesures ERC la pétitionnaire s'engage à <u>éliminer les déversements par temps sec.</u></li><li>➤ Dans le cadre des mesures ERC, le pétitionnaire s'engage au lancement des études portant sur l'interconnexion des deux filières afin de réduire les surcharges de la filière 2 et ainsi réduire les risques de non-conformité du rejet, de départs de boues depuis le clarificateur vers le milieu naturel.</li><li>➤ L'analyse des volumes déversés directement dans la baie au niveau des PR d'EZAB 1 et Pointe Simon sont très limités en comparaison avec les volumes pompés annuellement par ces deux postes.</li><li>➤ Les propositions de valeurs seuils pour le rejet de la STEU s'appuient sur une étude quantitative visant à préserver la qualité du cours d'eau de la Rivière Monsieur et indirectement préserver la masse d'eau côtière de la baie de Fort-de-France.</li><li>➤ Dans le cadre du classement en zone sensible à l'Eutrophisation, le pétitionnaire s'engage au lancement des études, suivies ensuite de travaux, visant à mettre en conformité la station de DILLON vis-à-vis de l'abattement de phosphore.</li></ul>
6 : Un bon état de l'eau et des sédiments	14 : Atteindre un bon état sanitaire des masses d'eau marines	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Dans les mesures ERC la pétitionnaire s'engage à <u>éliminer les déversements par temps sec.</u></li><li>➤ Dans le cadre des mesures ERC, le pétitionnaire s'engage au lancement des études portant sur l'interconnexion des deux filières afin de réduire les surcharges de la filière 2 et ainsi réduire les risques de non-conformité du rejet, de départs de boues depuis le clarificateur vers le milieu naturel.</li><li>➤ L'analyse des volumes déversés directement dans la baie au niveau des PR d'EZAB 1 et Pointe Simon sont très limités en comparaison avec les volumes pompés annuellement par ces deux postes.</li><li>➤ Les propositions de valeurs seuils pour le rejet de la STEU s'appuient sur une étude quantitative visant à préserver la qualité du cours d'eau de la Rivière Monsieur et indirectement préserver la masse d'eau côtière de la baie de Fort-de-France.</li><li>➤ Dans le cadre du classement en zone sensible à l'Eutrophisation, le pétitionnaire s'engage au lancement des études, suivies ensuite de travaux, visant à mettre en conformité la station de DILLON vis-à-vis de l'abattement de phosphore.</li></ul>
7 : Des habitats et des espèces en bonne santé	16 : Les habitats naturels sont protégés, restaurés et valorisés	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Dans les mesures ERC la pétitionnaire s'engage à <u>éliminer les déversements par temps sec.</u></li><li>➤ Dans le cadre des mesures ERC, le pétitionnaire s'engage au lancement des études portant sur l'interconnexion des deux filières afin de réduire les surcharges de la filière 2 et ainsi réduire les risques de non-conformité du rejet, de départs de boues depuis le clarificateur vers le milieu naturel.</li><li>➤ L'analyse des volumes déversés directement dans la baie au niveau des PR d'EZAB 1 et Pointe Simon sont très limités en comparaison avec les volumes pompés annuellement par ces deux postes.</li><li>➤ Les propositions de valeurs seuils pour le rejet de la STEU s'appuient sur une étude quantitative visant à préserver la qualité du cours d'eau de la Rivière Monsieur et indirectement préserver la masse d'eau côtière de la baie de Fort-de-France.</li><li>➤ Dans le cadre du classement en zone sensible à l'Eutrophisation, le pétitionnaire s'engage au lancement des études, suivies ensuite de travaux, visant à mettre en conformité la station de DILLON vis-à-vis de l'abattement de phosphore.</li></ul>

# CONSULTING

**Agence Antilles-Guyane  
Immeuble Grémeau  
ZI Manhity**

**97232 LE LAMENTIN  
Tel. : + 596 0596 30 06 80  
[www.suez.com/fr/consulting-conseil-et-ingenierie](http://www.suez.com/fr/consulting-conseil-et-ingenierie)**